

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL RAZOUS

L'évolution de l'agriculture française métropolitaine à travers l'histoire

Journal de la société statistique de Paris, tome 85 (1944), p. 56-86

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1944__85__56_0

© Société de statistique de Paris, 1944, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

L'ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE MÉTROPOLITAINE A TRAVERS L'HISTOIRE ⁽¹⁾

INTRODUCTION

Il peut paraître prétentieux de vouloir synthétiser en quelques pages, l'évolution de l'agriculture française depuis ses origines, alors qu'il y a une évolution propre à chaque terroir et que le nombre de ces terroirs pour la France, est très voisin d'un demi-millier.

Dans le numéro de la *Revue d'Économie politique* de 1939 consacré à l'évolution de la structure économique et sociale française de 1911 à 1930, M. Michel Augé-Laribé (2) qui traite de la structure agricole (pages 88 et suiv.) ne pousse pas l'analyse jusqu'aux départements ou jusqu'aux petites régions économiques. Mais il tient compte des variétés régionales en répartissant les départements dans les sept groupes suivants : Nord, Ouest, Centre, Est, Massif Central, Sud-Ouest, Midi et Sud-Est.

La nécessité d'exposer depuis ses origines l'évolution de l'agriculture en un nombre de pages restreint ne nous permet pas une discrimination régionale. Nous ne pourrions d'ailleurs que répéter pour les 25 ans de 1911 à 1936, que ce qu'a excellemment dit M. Augé-

(1) Communication présentée le 17 novembre 1943.

(2) Voir aussi du même auteur : *L'Agriculture pendant la guerre 1914-1918*. Presses Universitaires de France et la *Situation de l'agriculture française 1930-1939, ses capacités, ses développements, sa part dans les échanges internationaux*. Berger-Levrault, éditeur.

Laribé. Aussi, nous nous bornerons à rechercher comment s'est transformé le milieu dans lequel vivent les agriculteurs, quelle place leur a été faite ou qu'ils se font dans la civilisation, en étudiant :

- 1° l'évolution des productions végétales et animales;
- 2° l'évolution de l'appropriation du sol et des modes de tenure;
- 3° l'évolution de l'organisation des entreprises agricoles.

Afin de clarifier l'exposé qui va suivre, il y a lieu de distinguer les époques successives de la préhistoire et de l'histoire. Dans ce but nous envisageons :

- 1° les temps néolithiques, à l'aube desquels commence la production végétale et pendant lesquels les outils sont en pierre polie;
- 2° l'âge de bronze où les outils en cuivre ou en bronze, se substituent aux outils en pierre;
- 3° l'âge de fer qui correspond à la période dite Gaule celtique;
- 4° l'époque gallo-romaine qui part du milieu du 1^{er} siècle avant J.-C.;
- 5° le Haut Moyen Age compris entre le 1^{er} et le 11^{ème} siècle;
- 6° le Bas Moyen Age qui s'étend depuis le 11^{ème} siècle;
- 7° la pré-Renaissance et la Renaissance qui comprennent, en France, l'époque de Louis XI et la période allant du règne de Charles VIII (1483-1498), jusqu'au milieu du 17^{ème} siècle;
- 8° la période qui comporte la Fronde et les sept grandes guerres de Louis XIV ainsi qu'une grande partie du règne de Louis XV;
- 9° l'époque précontemporaine et contemporaine qui commence après le traité de Paris en 1763, et s'étend jusqu'à nos jours.

CHAPITRE I. — ÉVOLUTION DES PRODUCTIONS VÉGÉTALES ET ANIMALES

Dans la Gaule néolithique, la nature des plantes cultivées variait certainement d'une région à l'autre suivant les sols et les climats. Le commencement de l'agriculture a dû résulter, comme l'a montré M. Lucien Brasse-Brossard (1) de l'observation de la germination de très grosses semences comme la châtaigne, le gland, ou la fève.

Temps néolithique. — Ce que l'on dut imposer à la terre, d'après M. Camille Jullian (2), ce fut de féconder le blé et le lin; le grain qui nourrit partagea le sol cultivé encore extrêmement restreint, avec la plante qui habille. D'autres céréales accompagnèrent d'assez bonne heure le froment, le millet, l'orge et l'avoine; le seigle ne vient que plus tard. Les arbres fruitiers sortirent eux aussi de la période sauvage et deux arbres : le pommier et le poirier, se prêtèrent le mieux à la culture. M. Camille Jullian ne croit pas que le chanvre ait été ignoré à l'âge de pierre, car à la Société d'anthropologie, les frères Coite ont signalé des traces de chanvre dans la caverne néolithique de l'Adaouste, dans les Bouches-du-Rhône (3).

L'homme chasseur des temps paléolithiques s'était rendu compte que certains animaux pouvaient servir pour son alimentation et il est fort possible que la chèvre, le mouton et le lapin aient été élevés par lui dans ce but. Mais l'élevage proprement dit, ne paraît avoir été rationnellement organisé qu'en Gaule celtique parallèlement à la culture, en raison des rapports que ces deux branches de l'activité humaine n'ont cessé d'avoir, notamment pour la traction de l'outillage agricole et pour le transport des denrées.

L'homme avait à sa disposition le chien, qui s'était sans doute proposé joyeusement, en courant près des chasseurs à la poursuite du gibier. Après le chien, l'homme dut asservir d'autres bêtes : le bœuf et le porc. Le porc constitua la principale denrée de consommation; l'élevage des porcs ne se faisait qu'en forêt où ceux-ci vivaient à demi-sauvages, avec de robustes verrats.

Le cheval apparut sur le globe terrestre pendant le pliocène de l'ère tertiaire; il trouva en Amérique sa terre d'évolution et les chevaux d'Europe ne seraient que des chevaux d'Amérique émigrés aux diverses époques. Comme à l'époque néolithique, c'étaient seulement les bois et les terres non occupées par les cultures, qui servaient de pâturages. L'alimentation du bétail était des plus défectueuse: un grand nombre d'animaux périssaient en hiver faute d'une nourriture suffisante.

Age de bronze et âge de fer. — À l'âge de bronze, comme à l'âge de fer, la culture s'étendit du fait que les armes nouvelles motivèrent des invasions plus importantes qu'auparavant: d'où la nécessité de cultures vivrières, et de ce que les outils métalliques permirent un état culturel du sol moins primitif que les outils en pierre polie. Aussi, dans la Gaule celtique, on cultivait, outre les plantes connues des temps néolithiques, des plantes pour la teinture des étoffes : garance, pastel, safran, jacinthe.

La culture de la vigne aurait été introduite en Gaule aux environs du 1^{er} siècle avant notre ère. Toutefois, le vignoble de la côte bourguignonne ne remonterait qu'au second siècle avant J.-C.

Dans la Gaule celtique, l'élevage des animaux variait avec les régions : dans le Midi, les chevaux étaient rares, tandis que dans les régions nordiques, l'élevage du cheval était

(1) *Histoire du Travail paysan*, page 12.

(2) *De la Gaule à la France, nos origines historiques*, p. 43.

(3) *Bulletin de la Société d'Anthropologie*, année 1917, p. 67.

prospère, notamment dans les Ardennes et en Saône-et-Loire. Les bovins méditerranéens étaient de petite taille, car les maigres ressources fourragères et l'abondante luminosité de la Provence n'étaient pas favorables à la vie des grands mammifères. Par contre, des races bovines précoces et de forte taille étaient élevées au nord de la Loire. Les bovins fournissaient du travail et du lait. Quant aux ovins, ils donnaient surtout de la laine, car leur viande était considérée comme médiocre. La transhumance des moutons était pratiquée sur les pâturages des Alpes et des Cévennes.

Gaule romaine. — La domination romaine permit une amélioration de l'agriculture, moins par l'introduction des plantes nouvelles que par la construction des routes, l'entretien des voies vicinales et rurales, et de judicieuses irrigations.

La vigne occupa rapidement les terrains qui lui étaient favorables notamment ceux du Languedoc, autour de Béziers, ceux du Rhône, au flanc de la Côte Rôtie, et ceux des Graves bordelais.

La céréale la plus cultivée continua à être le froment; l'orge servit, comme précédemment, à la nourriture des chevaux et à la fabrication de la bière, dont l'écume fut employée comme levain dans la fabrication du pain. Le lin, dont la culture se développa, permit non seulement la fabrication des étoffes d'habillement mais aussi celle des cordages et voiles de bateaux.

Les Gallo-Romains, comprenant la nécessité d'augmenter le bétail et de le bien nourrir, firent sur les jachères des cultures de fèves, lupin et vesces alternant avec le blé. D'autres légumineuses : pois, haricots, lentilles, furent cultivées et servirent à la nourriture du bétail et aussi des esclaves. Les prairies, bien soignées et parfaitement irriguées, donnaient le foin nécessaire pour la nourriture des bœufs attelés à la charrue et des autres animaux de bât : chevaux, ânes, mulets.

M. Camille Julian fait remarquer (1) « que les recherches du bien-être et du luxe, et surtout de ce luxe de table qui fut la frénésie de la civilisation latine, amenèrent les gallo-romains à multiplier dans leurs domaines, les vergers, les potagers, les pépinières, les jardins fleuristes, les serres, et, par la greffe, le forçage et l'hybridation, à y produire toutes les espèces possibles de légumes, de fruits et de fleurs. Afin d'orner les tables des vivants et les tombes des morts, le sol se couvrit, aux abords des demeures, de roses et de violettes, et la France reçut ainsi la plus gaie de ses parures ».

Haut Moyen Age. — Les Germains venus en Gaule développèrent le seigle qui remplaça l'avoine dans la nourriture humaine. Ils faisaient aussi du pain avec l'orge; ils connaissaient les plantes-racines : raves, panais, carottes. Ils fauchaient les prairies en juillet et les faisaient pâturer jusqu'à l'hiver; ils affectionnaient les pêches et les cerises. Plus tard, dans les fermes de Charlemagne, les prairies étaient utilisées pour le pâturage, d'août jusqu'en avril, et donnaient de mai à juillet de l'herbe récoltée après coupe comme foin. Outre les céréales ordinaires et le millet, on cultivait : rutabagas, navets, betteraves, chardons à foulon, moutarde, fenouil, cerfeuil, pavot, plantes oléagineuses, vesces, pois chiches.

La plupart de nos fleurs, de nos légumes et de nos arbres fruitiers sont cultivés sur les terres impériales. On compte 74 espèces de plantes et 16 espèces d'arbres. Comme fleurs : les lis, les roses, les glaieuls, l'héliotrope; comme légumes : les concombres, les melons, les artichauts d'Espagne, les haricots, les pois, les carottes, les oignons, les poireaux, les choux, les raves, etc...; comme arbres fruitiers : diverses espèces de pommiers, de poiriers, de fraisières et de pêchers, des châtaigniers, des amandiers, des figuiers, des cerisiers, des noyers.

Sous Charlemagne, le bétail se développa seulement dans les fermes impériales. Dans les petites ayant 20 à 90 journaux (7 à 30 hectares), il y avait 1 ou 2 chevaux et de 3 à 4 bœufs de travail. Une ferme de 250 hectares comportait, d'après M. Edm. Leplée : 26 bœufs de trait, 21 vaches, 71 jeunes têtes de bétail, 87 moutons adultes, 90 porcs, 75 chèvres, et on rentrait annuellement une moyenne de 600 charrettes de foin. Dans une ferme impériale plus importante, il y avait 57 juments, 14 jeunes chevaux, 50 vaches, 450 moutons, 365 porcs, 50 chèvres, 100 poules, 30 oies. Il y avait ainsi près d'une tête de gros bétail par deux hectares.

Bas Moyen Age. — La culture de la vigne s'est étendue partout, on la trouve en des régions où elle est inconcevable de nos jours : dans la Normandie, à Calais. Au début du XII^e siècle, sont réalisés les défrichements et la constitution par les Cisterciens du célèbre clos de Vougeot; l'État bourguignon du XV^e siècle facilite la petite exportation du vin qu'il produit dans les Flandres (2). Aux XIII^e et XIV^e siècles, la Chalosse exportait par l'Adour, Dax et Bayonne, les produits de son vignoble. Sur ce même terroir, le blé, le millet, le seigle, le lin et la garance se partageaient, avec le vignoble, les terres labourables (3).

Renaissance. — Le XVI^e siècle, qui fut en France le siècle de la Renaissance, exige à la fois, par l'augmentation des populations et par les besoins de confort, un développement important de la production agricole. Cette production dépasse même les besoins de la Nation, car sous François I^{er}, on exporte des quantités assez importantes de blé à l'étranger. De grands efforts en faveur de la production agricole, sont l'œuvre du roi Henri IV et de son ministre, Maximilien de Béthune, grand propriétaire terrien, qu'il fit duc de Sully.

Comme la pratique des prairies artificielles est inconnue et que le paysan a beaucoup de

(1) *De la Gaule à la France*, p. 136 et 137

(2) Voir l'étude de M. David publiée dans les *Annales de Géographie*. Année 1918, pp. 285 à 301.

(3) Louis PAPY, *La Chalosse*, *Annales de Géographie*. Année 1931, pp. 239 à 250.

peine à nourrir son bétail qui sert presque uniquement pour le trait, on cultive pour les animaux, la jarousse et parfois la rave, et l'on donne aussi aux bêtes de la paille.

Des plantes nouvelles ont été importées d'Amérique aux *xvi^e* et *xviii^e* siècles. La pomme de terre, originaire des Andes du Chili, introduite en Espagne par Pizarre, puis passée en Italie, paraît en France en 1588; servie à la table de Louis XIII en 1613, elle n'entre toutefois dans la pratique agricole qu'au commencement du *xviii^e* siècle. Le haricot, dont l'emploi fut aussi long à se vulgariser que celui de la pomme de terre, fut apporté en France par Catherine de Médicis lorsqu'elle vint épouser Henri II. Le maïs, venant d'Amérique, a été cultivé d'abord dans le sud de l'Espagne, d'où il se répandit assez rapidement dans le monde méditerranéen, mais il n'a été diffusé dans le Sud-Ouest de la France, son territoire d'élection, que dans le *xviii^e* siècle. La tomate, qui a une importance bien moins grande que les plantes précédentes, fut aussi importée d'Amérique. L'artichaut a été introduit en France au *xvi^e* siècle; le tabac et la betterave s'y étaient naturalisés.

Le mûrier, dont l'apparition en France date de Charles VII, est préconisé au *xvi^e* siècle, par Olivier de Serres. Henri IV et Sully en firent planter dans la vallée de la Seine, Colbert le multiplia pour favoriser son industrie de la soie.

La prune d'Agen très sucrée de couleur violette qui aurait été rapportée de Chypre par les Croisés et acclimatée dans le jardin de l'Abbaye de Clairac s'exportait, d'après M. F. Arqué (1) dès le *xvi^e* siècle en Angleterre et plus tard en Hollande.

Comme animaux de basse-cour introduits en France pendant la Renaissance, il y a eu le dindon, le canard de Barbarie et la pintade.

Règne de Louis XIV et première partie du règne de Louis XV. — Si, au début du *xvii^e* siècle, l'agriculture française a quelque peu bénéficié des recommandations d'Olivier de Serres et des mesures prises par Henri IV et par Sully, les améliorations dans les cultures sont presque arrêtées dans une bonne partie du règne de Louis XIV; cet état de choses tient notamment aux charges fiscales excessives qui frappent les cultivateurs, à l'insuffisance de chemins et de routes et au mauvais entretien des voies de communication existantes.

Le grand ministre de Louis XIV, Colbert, s'était bien préoccupé de rendre moins lourds pour les paysans les prélèvements du fisc, mais sa doctrine mercantiliste le poussait à développer l'industrie et à favoriser surtout l'exportation d'articles industriels; comme il ne pouvait obtenir des achats importants par l'étranger des produits manufacturés que grâce à des coûts de production assez bas, il rechercha tous les moyens pour que les ouvriers fussent nourris à bon compte. Aussi, défendit-il d'exporter des blés en vue de faire baisser le prix du pain. Il fit aussi la guerre à la vigne en exigeant la transformation des vignobles en terres à céréales. Il était prêt à écouter les conseils de quelques fabricants qui lui demandaient d'interdire l'exportation de la laine afin de provoquer un abaissement des prix des toisons; mais le contrôleur général Desmaretz ne le suivit pas et refusa énergiquement de favoriser encore les industriels aux dépens des agriculteurs.

Les cultivateurs, dont les terres étaient au voisinage des forêts royales, devaient entretenir le gibier de ces forêts qui mangeaient leurs récoltes et supporter les dégâts des animaux qui ruinaient leurs moissons.

Au *xviii^e* siècle, le maïs trouva dans le pays aquitain des conditions particulièrement favorables et conquit la faveur des populations, car il apportait à cette époque où le paysan vivait sous la menace perpétuelle de la famine un sérieux appoint alimentaire (2).

Période comprise depuis le milieu du xviii^e siècle jusqu'à nos jours. — La population française étant passée de 20 millions d'habitants en 1715, à 27 millions et demi en 1790, et à 37,7 millions en 1870, il a été nécessaire non seulement d'affecter de nouvelles surfaces à la culture, mais aussi d'intensifier les productions animales et végétales. Pour ces motifs s'expliquent au *xviii^e* siècle, les défrichements importants pratiqués après 1730, facilités d'ailleurs par les déboisements antérieurs effectués dans plusieurs seigneuries dont les possesseurs avaient besoin d'argent pour vivre à la Cour. De nombreuses abbayes de l'Est de la France qui tiraient un faible revenu de leurs forêts, transformèrent celles-ci en vastes fermes. Des assèchements de lais de mer et de marais sont réalisés. On construit les canaux de Crillon et de Pierrelatte permettant l'irrigation des plaines du Bas-Rhône (3).

Au *xix^e* siècle sont faits les assèchements : des marais de Marenne et de Brouage dont le plan général a été donné en 1818, des marais de la Sèvre et de la Vendée, effectués sous Louis-Philippe de 1833 à 1845. Sous Napoléon a lieu la restitution à la culture de plusieurs territoires français occupés par les marécages : Sologne, Dombes, etc., ainsi que la réalisation de quelques projets de grands travaux d'irrigation du Bas-Rhône empruntant leurs eaux à la Durance. On aménage aussi les canaux existants, on les prolonge et on en construit de nouveaux, le canal de Carpentras porte l'eau de la Durance à tous les terrains situés entre Cavaillon et Carpentras sur 4.500 kilomètres.

Mais vers 1880, la population totale française n'augmente que très lentement et la popu-

(1) *Géographie du Midi Aquitain*. Paris 1939, Les Éditions Rieder.

(2) F. ARQUÉ, *Géographie du Midi aquitain*.

(3) Voir à ce sujet la communication à la 63^e session du Congrès de l'E. F. A. S. tenu à Liège en 1939, de M. P. George, sur les différents types d'irrigation dans les plaines du Bas-Rhin, p. 10490. L'irrigation des plaines du Bas-Rhin a transformé des étendues misérables importantes en surface cultivable, car les eaux limoneuses de la Durance ont simultanément apporté de l'eau et du sol.

lation rurale diminue. Aussi certaines terres sont délaissées et la superficie des terres en friches qui de 3.800.000 hectares en 1913, passe à 5.400.000 hectares en 1932 et à 5.700.000 hectares en 1937.

Les gains et les pertes des surfaces cultivées sont déjà un indice de la progression de l'agriculture française, jusqu'en 1914, et de sa régression ultérieure. Entrons maintenant dans quelques détails.

Les améliorations des cultures principales de céréales et blés entre 1764 et 1813, sont mises en évidence par les statistiques que donne M. Alexis Moreau de Joannès (1) :

« La production céréalière a été la suivante :

ÉPOQUES	SURFACES CULTIVÉES en hectares	PRODUCTION TOTALE en hectolitres	AUTORITÉS AYANT ÉTABLI la statistique
1760	13 506.554	94.500.000	Mirabeau. Lavoisier Chaptal
1788	14.402.300	115 816 000	
1813	16 706.000	132.433.000	

Pour le froment seul on a les chiffres ci-après :

ÉPOQUES	PRODUCTION		AUTORITÉS AYANT ÉTABLI la statistique
	totale en hectolitres	par habitant en litres	
1760	31.500.000	150	Mirabeau Grimm Chaptal.
1784	40.000.000	167	
1813	51.200.000	171	

La culture de la betterave champêtre ou disette fut introduite d'Allemagne en France à la fin du XVIII^e siècle, à l'instigation de l'abbé de Commerelle et des Sociétés d'Agriculture, pour parer à l'insuffisance des fourrages.

En 1806, le sucre colonial n'arrivant plus en Europe par suite du blocus continental, Napoléon décida de le remplacer par celui de la betterave. Ce fut pour celle-ci le point de départ de son essor dans le Nord, étroitement lié à celui de la sucrerie. Au début, la betterave fourragère, seule connue, avait un rendement en sucre très faible; la betterave industrielle fut véritablement créée en 1856, grâce aux méthodes de sélection généalogiques instituées par Louis de Vilmorin et appliquées dès 1860 dans le Pévèle par Florimond Desprez Père.

Pour se faire une idée de l'évolution des cultures au cours des XIX^e et XX^e siècles, nous avons réuni dans un même tableau, les surfaces en milliers d'hectares affectées aux principales productions végétales : froment, avoine, seigle, orge, maïs, pommes de terre, betteraves sucrières et vigne.

	1820	1840	1852	1862	1873	1882	1892	1929	1938
Froment	4.684	5.532	6.090	6.881	6.826	6.908	6.987	5.397	4.934
Avoine	2.556	2.899	3.263	3.224	3.182	3.518	3.813	3.444	3.245
Seigle	2.697	2.725	2.354	1.928	1.912	1.871	1.542	743	681
Orge	1.356	1.301	1.168	1.087	1.118	995	916	787	759
Maïs	582	632	602	586	606	631	559	340	340
Pommes de terre	574	915	888	1.065	1.176	1.345	1.512	1.405	1.425
Betterave sucrière	11	58	111	136	253	237	254	280	
Vigne		2.154	2.159	2.235	2.381	2.135	1.783	1.508	1.530

Voici quelques remarques spéciales sur les diverses plantes cultivées.

Blé. — L'accroissement des rendements compense en partie la diminution depuis 1892 des surfaces cultivées, car la moyenne à l'hectare passe de 10 quintaux 80 (moyenne 1861-1870), à 12 quintaux et demi (moyenne 1881-1890), à 13 quintaux 60 (moyenne 1901-1910), et à 14 quintaux 30 (moyenne 1911-1930). Ces accroissements de rendement sont dus :

1^o à partir de 1860, à l'introduction dans l'assolement des légumineuses, trèfle, sainfoin et surtout luzerne qui font bénéficier le blé de l'enrichissement en azote, provoqué par la culture de ces légumineuses;

(1) *Statistique générale de la France*. Paris 1848. Guillaumin, éditeur.

2° à partir de 1875, de l'emploi des guanos du Pérou, comme engrais :

3° à la généralisation au xx^e siècle de l'emploi des engrais industriels.

Il faut aussi remarquer, ainsi que l'a mis en évidence M. R. Hitier, à la séance de l'Académie d'Agriculture du 3 mars 1937, que l'on a, depuis une trentaine d'années, abandonné la culture du blé sur des terres ne pouvant y donner que de moindres rendements, ou en tout cas mieux utilisées par d'autres cultures. Lorsque l'on fait comme dans la région où se trouvent des sucreries, le blé sur betterave, les rendements sont beaucoup plus élevés : dans la monographie de l'agriculture du département du Nord, MM. Vezin et Vandamme montrent que dans ce département entre 1862 et 1934, la surface cultivée en blé a diminué de 30 %, mais que le rendement est passé de 16 quintaux à l'hectare à 33 quintaux.

Avoine. — Les surfaces occupées par l'avoine, qui s'étaient maintenues à 2 millions et demi d'hectares de 1784 à 1920, ont augmenté progressivement par la suite et atteint, 3.800.000 hectares vers 1892, pour diminuer ensuite jusqu'à 3.245.000 hectares en 1938. Bien que les rendements à l'hectare aient un peu augmenté, il y a une réduction de production due à la diminution du nombre des chevaux, très gros consommateurs d'avoine, ce qui entraîne une importante régression de la demande. C'étaient, par contre, les progrès de l'élevage au milieu du xix^e siècle qui avaient été la cause d'une augmentation de la demande.

Seigle. — Le seigle, céréale des terrains pauvres, a été cultivé à partir de 1840 que sur des surfaces allant progressivement en décroissance et n'est plus cultivé en 1938 que sur le quart des surfaces occupées par cette céréale dans les 40 premières années du xix^e siècle.

Orge. — La diminution des surfaces cultivées de l'orge, a été progressive au xix^e et au xx^e siècles : la surface cultivée est tombée à près de moitié entre 1820 et 1938. Il y aurait pourtant intérêt à faire regagner à l'orge son importance d'antan à condition de produire des lots de variété pure (plumage Archer et Spratt-Archer) qui ont la faveur de la malterie.

Mais. — Les surfaces cultivées en maïs ont été en augmentant jusqu'à 1882, maïs à partir de ce moment il y a eu décroissance. Cette régression, qui paraît due dans le Sud-Ouest de la France aux exigences du maïs en main-d'œuvre masculine, provient aussi de ce que la réduction de la main-d'œuvre féminine, a motivé la diminution de l'engraissement des animaux de basse-cour, grands consommateurs de maïs.

Pommes de terre. — Les surfaces cultivées en pommes de terre, sont passées progressivement du simple au triple, entre 1820 et 1913. De 1920 à 1938, il y a maintien des surfaces cultivées.

La pomme de terre a été très éprouvée par les maladies cryptogamiques, doryphore et mildiou, et les maladies dites de dégénérescence. Mais déjà on combat efficacement le doryphore par les arsénates, et le mildiou par la bouillie au sulfate de cuivre. Des recherches, qui ne seraient pas loin d'aboutir, font prévoir la possibilité de création de variétés de pommes de terre ayant une répulsion suffisante pour le doryphore et résistantes au mildiou (1).

Betteraves sucrières. — Les surfaces cultivées en betteraves sucrières ont atteint leur maximum en 1901 avec 338.000 hectares; leur rendement en sucre s'est accru.

Vigne. — Les surfaces cultivées en vigne qui d'après Vauban étaient en 1700 de 2.297.000 hectares et d'après Mirabeau en 1760 de 1.675.000 hectares sont après avoir presque atteint en 1874, 2 millions et demi d'hectares, retombées en 1938 à un chiffre très voisin de celui de 1789 (1.568.000 hectares donné par Lavoisier).

La récolte en vin diminua après 1875. Les dégâts dus au phylloxera furent si soudains et si considérables que, dix ans plus tard, il avait été anéanti plus de 500.000 hectares de vigne et qu'il en périt encore autant dans les années suivantes.

La reconstitution du vignoble n'a pas été faite uniformément sur les divers terroirs vini-coles. Dans le Bas Languedoc les surfaces ont été considérablement augmentées, tandis que dans les Charentes une grande partie des vignes ont été transformées en prairies.

Tabac. — La production du tabac en France, qui oscillait autour de 200.000 quintaux jusqu'en 1913, s'est accrue progressivement depuis 1919 et atteignait en 1931 : 315.000 quintaux. Depuis 1931 les superficies cultivées en tabac oscillent très peu autour de 18.000 hectares.

Plantes oléagineuses. — Les plantes oléagineuses (colza, œillette, navette, cameline, moutarde), après avoir été cultivées en France sur des surfaces appréciables, ont été délaissées à partir de 1860, en raison des importations croissantes d'oléagineux exotiques et coloniaux obtenus à plus bas prix, du développement de l'emploi des huiles minérales pour le graissage, et de l'apparition de l'éclairage au gaz et à l'électricité.

Lin. — La régression en France de la culture du lin pratiquée sur 105.000 hectares en 1862, et 38.000 en 1938, provient :

1° des guerres de l'Empire, qui, en fermant les marchés d'outre-mer, ont diminué les débouchés à l'étranger des toiles françaises;

2° de la substitution pour un grand nombre d'articles, du coton au lin;

3° de l'exode des campagnes, vers les centres industriels et urbains, qui n'a pas permis de consacrer au lin l'importante main-d'œuvre que la culture de cette plante exige.

(1) Voir à ce sujet la communication à la séance de l'Académie d'Agriculture du 12 novembre 1941, de M. Crépin et Buserret.

L'introduction d'une prime à la culture du lin en 1931, n'a fait que permettre d'éviter la disparition totale de cette production en France.

Chanvre. — Les superficies cultivées en chanvre ont été de 176.000 hectares en 1840 et sont tombées à 3.000 en 1938. Vers 1910, l'appât de la prime promise aux cultivateurs, ralentit un peu le mouvement de décadence.

Cultures consacrées à la nourriture des animaux. — Selon les statistiques de M. Arthur Young, rectifiées par M. Léonce de Lavergne (1), la France comptait en 1789, 3 millions d'hectares de prairies naturelles et 1 million de prairies artificielles; on y cultivait aussi 100.000 hectares de racines.

Soixante-dix ans plus tard, en 1859, les surfaces consacrées à la nourriture des animaux comprenaient, d'après M. Léonce de Lavergne, 4 millions d'hectares de prairies naturelles, 3 millions d'hectares de prairies artificielles et 2 millions d'hectares cultivés en racines, soit au total 9 millions d'hectares; il y avait donc 5.900.000 hectares de plus qu'en 1789, consacrés à la nourriture des animaux, par conséquent, à la production du fumier.

En 1938, les statistiques agricoles, mentionnent 5.700.000 hectares de prairies naturelles, 1.900.000 hectares d'herbages (prairies naturelles non fauchées), 4.100.000 hectares de pâturage et pacage, 3.500.000 hectares de prairies artificielles et temporaires, et 1.500.000 hectares d'herbes et racines, soit au total : 15.300.000 hectares consacrés à la nourriture du bétail. Les surfaces consacrées à la production des fourrages et racines étaient donc supérieures à 6.300.000 hectares à celles de 1859. Il faudrait aussi ajouter aux chiffres précédents, le seigle consommé en vert par les animaux, l'orge donné en entier, après cuisson, ou en farine, aux vaches laitières et aux porcs, et aussi les petites pommes de terre qui sont utilisées pour la nourriture des porcs.

Évolution du bétail depuis le milieu du XVIII^e siècle. — Avant la Révolution de 1789, la plupart des exploitations agricoles n'avaient qu'un bétail assez réduit en nombre et en qualité sauf pour l'espèce ovine, laquelle fut d'ailleurs considérablement améliorée par Daubenton. Voici d'après les statistiques l'importance du bétail en milliers de têtes depuis 1830 par espèces. Il faut remarquer que le nombre ci-après sont des minimas, car chez les bovins, les ovins et les porcins il y a beaucoup de jeunes bêtes sacrifiées avant d'avoir atteint l'âge d'une année et qui n'entrent pas en partie dans les dénombrements suivants.

Importance du bétail en France en milliers de têtes.

	EN 1830	EN 1913	EN 1919	EN 1929	EN 1938
Espèce chevaline	2.137	3.231	2.253	2.936	2.691
Espèce bovine	9.131	14.807	12.251	15.005	15.622
Espèce ovine	20.130	16.213	8.061	10.415	9.872
Espèce porcine	en 1812 : 3.900	7.048	3.980	6.017	7.127
Espèce caprine	1.206	1.435	1.280	1.885	1.416
Espèce mullastère	en 1840 : 374	188	169	143	108
Espèce asine	en 1840 : 414	356	304	244	184

Voici d'ailleurs pour les diverses espèces quelques renseignements complémentaires.

Chevaux. — Le nombre des chevaux qui était de 1.800.000 en 1805, a augmenté progressivement jusqu'en 1862, où il atteignait presque le double, puis a décliné jusqu'en 1892 où il avoisinait 3.000.000, pour se maintenir aux alentours de ce chiffre jusqu'en 1929, et décroître ensuite.

Espèce bovine. — Les bovidés qui comportaient 6.000.000 de têtes en 1805, ont augmenté selon une progression plus ou moins rapide, jusqu'en 1938.

Espèce ovine. — L'effectif des ovins de 20.000.000 en 1830 atteint 30.000.000 en 1862, pour décroître ensuite progressivement jusqu'à une dizaine de millions en 1929, et ne diminue que faiblement pendant la décennie 1930-1939.

Espèce porcine. — Les porcins ont des effectifs allant en croissant au cours du XIX^e siècle (3,9 millions en 1812, et 6,7 millions en 1900), et au XX^e siècle, après les effectifs très bas de 1914 à 1920, il y a eu accroissement sensible.

Espèce caprine. — Le nombre de caprins a augmenté de moitié entre 1830 et 1882, puis a de nouveau diminué.

Pénétration plus profonde dans l'évolution de l'agriculture par l'examen des systèmes de productions végétales et animales. — Les chiffres qui viennent d'être donnés aussi bien pour les productions végétales que pour le nombre de têtes de gros bétail, ne traduisent que très superficiellement l'évolution qui s'est produite dans l'agriculture française depuis deux siècles. Cette évolution est liée aux systèmes d'exploitation du sol et aux spéculations faites sur les animaux. Il y a un tout à considérer dans lequel des liaisons existent entre les espèces animales et les genres de culture pratiquées pour les alimenter; il faut aussi rappeler que l'élevage réagit sur la culture par le fumier qu'il donne et par la puissance des animaux de

(1) *Économie rurale de la France depuis 1789*, pp. 50 à 52.

trait utilisés dans les façons culturales : ce sont donc les principaux types de production conjugués qu'il convient de situer. Au cours des deux derniers siècles on peut répartir quant à leur production, les entreprises agricoles en trois grands types :

1° Entreprises à productions presque exclusivement végétales, en ce sens que les animaux qui s'y trouvent sont uniquement des bêtes de trait, ou des animaux dont la viande est consommée dans l'exploitation même;

2° Entreprises à productions exclusivement animales, en ce sens que les plantes produites sont, en dehors de celles utilisées pour l'alimentation dans la ferme, exclusivement réservées aux animaux;

3° Entreprises à production mixte, c'est-à-dire comportant à la fois pour le marché comme pour l'alimentation dans l'exploitation, des productions végétales et des productions animales.

Productions presque exclusivement végétales. — Ces productions sont réalisées soit dans les très grosses fermes, soit dans les cultures spécialisées faites sur de très petites étendues : production maraîchère, fruitière et florale.

En viticulture, les grandes et moyennes exploitations ne s'occupent en général que de la production du vin, tandis que les exploitations n'ayant que de petites surfaces plantées en vigne, peuvent, lorsqu'il s'agit de vin de qualité, rentrer dans la catégorie des productions exclusivement végétales, et lorsqu'il s'agit de production pour la consommation, dans une entreprise agricole, se rattacher aux exploitations mixtes.

Les grandes fermes du nord de la France et dans le rayon de Paris : Cambrésis, Plateau de l'Artois, Santerre, Vermandois, Vallée de l'Oise, Valois, Soissonnais, Brie, Beauce, qui ont souvent plusieurs centaines d'hectares, sont spécialisées dans quelques cultures : betteraves à sucre, blé, avoine, pommes de terre. La succession des cultures dans l'assolement est : betterave sucrière, blé, avoine, ou bien betterave sucrière, blé, pommes de terre. Après trois rotations successives on fait intervenir, pour enrichir la terre, la luzerne en la laissant pendant trois ans, quelquefois cependant la luzerne est hors de l'assolement. La production de ces grandes entreprises est dirigée vers le marché beaucoup moins que pour les besoins de la consommation de l'exploitation. Le bétail a une importance secondaire et ne comprend que quelques chevaux et quelques bœufs les animaux de trait sont d'ailleurs assez souvent en partie, remplacés par les tracteurs. Il y a toutefois quelques bovins que l'on peut engraisser avec la pulpe de betterave et quelques troupeaux de moutons pour utiliser la paille. Les herbages n'ont dans ces fermes qu'une place extrêmement réduite et on ne les trouve guère qu'au voisinage des bâtiments.

Les exploitations exclusivement végétales qui s'adonnent aux cultures maraîchères (1), restées longtemps localisées sur les terres fertiles humides, près des cours d'eau ou sur l'emplacement d'anciens marécages, ce qui leur a valu leur nom, ont étendu leur zone de production grâce à l'exécution des pompages et des arrosages et à l'utilisation judicieuse des engrais. Concentrées d'abord à la périphérie des grandes villes, dont les écuries leur fournissaient avant la motorisation des transports le fumier nécessaire pour l'établissement des couches, elles se sont dispersées dans toutes les régions où leur culture, aidée par le sol et par le climat, peut remplacer en partie la culture forcée. La production maraîchère autre que celle de la périphérie des grandes villes a bénéficié de la rapidité de la locomotion et des transbordements, ainsi que du perfectionnement des emballages; on s'est ingénié à produire des variétés résistantes aux transports : c'est ainsi que l'on a des races de fraises donnant des fruits plus fermes et dont les petites graines de la surface sont saillantes, de façon à protéger la pulpe contre les chocs du voyage.

Les cultures fruitières ne constituent pas toujours des entreprises agricoles indépendantes; on rencontre beaucoup de pommiers en Normandie et en Thiérache dans les prairies destinées à l'élevage du bétail, des noyers dans les champs à sol calcaire; mais pour avoir de beaux fruits on tend à réunir les arbres en vergers où des traitements d'hiver et d'été sont donnés ponctuellement en vue d'éviter des dégâts des insectes et des maladies cryptogamiques.

Les cultures florales qu'il s'agisse de plantes à parfum, de plantes fleuries, ou de fleurs coupées, se trouvent notamment sur la Côte d'Azur, dans le Val de Loire, et aussi dans les environs de Paris; ces cultures florales ont subi au cours des dernières années, une régression pour deux causes principales : la concurrence belge et hollandaise et le moindre pouvoir d'achat des français.

Les grands et les moyens vignobles, a-t-il été dit plus haut, constituent des entreprises qui produisent exclusivement les vins de qualité ou les vins ordinaires. L'évolution de la vigne dans le Bas Languedoc a été nettement exposée par M. Jules Sion, dans son livre de la Collection Armand Colin, sur la France méditerranéenne. « En 1808, dit-il, le Gard, l'Hérault et l'Aude, étaient loin de fournir comme aujourd'hui, la majeure partie du vin de consommation courante en France, car les débouchés manquaient; il en fut tout autrement lorsque les chemins de fer permirent aux viticulteurs du Midi de répandre leur vin sur toute la France. La fin du Second Empire fut pour les trois départements cités plus haut, une période de

1) Sur plusieurs cultures maraîchères ou fruitières, on peut lire avec intérêt les trois opuscules publiés en 1936-1937, par M. André BÉRARD, à la librairie du *Recueil Siray* et intitulés : *Du producteur au consommateur*.

prospérité légendaire à laquelle succéda subitement, la crise phylloxérique qui motiva l'abaissement à 47.500 hectares en 1885, du vignoble de l'Hérault qui couvrait en 1869, 226.000 hectares. »

Plusieurs terrains furent abandonnés, d'autres rendus au blé et à l'olivier. Après greffage sur les plants étrangers des cépages français, et création des hybrides, le vignoble languedocien fut reconstitué et l'on occupa presque toutes les plaines avec des cépages très féconds dont la production dépassa les besoins du marché. Cette extension exagérée du vignoble, a amené la fameuse crise de 1901 à 1910, contre laquelle les pouvoirs publics ont dû prendre diverses mesures en vue d'éviter la ruine des viticulteurs méridionaux. La recherche de la quantité a primé de plus en plus celle de la qualité, et M. Sion conclut que se spécialiser dans la production du vin ordinaire, par une monoculture de plus en plus excessive, n'est pas sans danger pour le Midi et spécialement pour le Languedoc.

Productions presque exclusivement animales. — Au XVIII^e siècle, les exploitations s'occupant uniquement d'élevage, n'étaient prospères qu'en Normandie à cause des herbages et de la proximité des marchés de Paris et dans le Limousin, dont les bêtes étaient appréciées pour le labour et se vendaient après avoir été engraisées pour la boucherie, sur le marché de la capitale. Dans la Brie, le manque de pâturage faisait que les bœufs ne donnaient qu'une viande médiocre. L'élevage du cheval fut accru en Bretagne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle; quant à celui du mouton, il laissait d'après M. Arthur Young, beaucoup à désirer même dans les régions qui s'y prétaient le mieux comme la Bretagne et le Massif Central. Toutefois, la production ovine fut l'objet d'améliorations sous Louis XVI, grâce au ministre Trudaine, qui sur les indications de l'agronome Daubenton, obtint du roi d'Espagne, l'exportation d'un troupeau de bêtes mérinos; à partir de ce moment des béliers élevés à Rambouillet, furent envoyés dans la Bourgogne, dans la Bresse, dans le Dauphiné, dans la Champagne, dans la Normandie, dans le Berry, dans le Poitou, dans la Picardie, dans la Brie et dans la Beauce (1).

Les spéculations animales présentent à l'époque contemporaine, le caractère de la spécialisation, c'est-à-dire que dans ses diverses phases de croissance et d'engraissement, l'animal séjourne dans les exploitations où la nourriture qu'il peut avoir, convient aux usages auxquels on le destine. Comme exemple de cette spécialisation, dans l'élevage du cheval, on peut citer les opérations successives ci-après :

1^o les poulains nés dans le Boulonnais vont grandir dans le pays de Caux et le Vimeux, où là, on les dresse pour les revendre ensuite vers l'âge de 4 ou 5 ans;

2^o le Perche fait naître le poulain et l'élève jusqu'à l'âge de 18 mois, en lui fournissant, grâce à ses riches herbages, une nourriture appropriée; le poulain est ensuite envoyé en Beauce : cette région, où domine la culture des céréales, l'emploiera aux travaux légers qui conviennent à sa formation; à l'âge de 5 ou 6 ans, il quitte la Beauce pour passer dans les exploitations de l'Île-de-France, où on l'utilise à des tâches plus rudes : le cheval est fait.

3^o Dans l'Ouest de la France, les poulains venus au monde chez les naisseurs des départements du Finistère et des Côtes-du-Nord, restent avec leurs mères jusqu'aux foires d'automne, époque où ils sont vendus aux éleveurs qui ont d'importants herbages en Seine-Inférieure, Eure, Calvados et Eure-et-Loir. C'est là où les maquignons qui revendent les chevaux aux cultivateurs, vont les acheter.

Dans son livre sur la Formation des Régions, M. Y. M. Coblet (2) a montré que la division du travail a renoué l'élevage bovin. « Des régions de naissance à prairies plus étendues que plantureuses, mettent leurs jeunes animaux en nourrice dans leurs meilleurs pâturages ou dans ceux d'autres régions pour l'élevage et l'engraissement. Les bouvillons (bourrets) d'Auvergne sont envoyés dans les Causses du Quercy pour être entraînés dans les terres légères avant d'être vendus dans le Terrefort pour le labour; dans les pays betteraviers, les bœufs de travail finissent leur carrière par quelques mois d'étable pour être engraisés avec les tourteaux des industries du Nord et les résidus des sucreries. Dans le département de la Nièvre, notamment, on se livre de plus en plus à l'engraissement de ce que l'on appelle les « chatons ». Ce sont de jeunes mâles qui ont été coupés et que l'on met à l'herbe verte 18 ou 20 mois pour les vendre à la boucherie dès qu'ils sont en état. »

Dans le Trégorrois, on nourrit sur 30 hectares de terre, une trentaine de bêtes à cornes dont la vache fournit la majeure partie; mais comme pour les chevaux, les agriculteurs ne sont que naisseurs, et, ils s'en débarrassent au sevrage, en vendant les veaux au boucher et les génisses à des marchands qui les expédient vers la Normandie ou vers le Sud-Ouest (3).

Sur la même exploitation herbagère, on fait assez souvent l'élevage des bovins et des équidés, c'est ce qui a lieu dans les fermes de la plaine submersible de l'Allier où, comme nous l'apprend M. Roger Dion (4), « on engraisse de fin mars à fin septembre, deux groupes de bêtes à corne. Les animaux mis au pré en fin mars, étant expédiés fin juin à la Villette, et remplacés par d'autres qui trouvent de quoi s'engraisser, avant la fin septembre; l'herbe engraisse deux fois de suite un bœuf sur une étendue de 1 ha 1/2 et même d'un hectare.

(1) L'importation à Rambouillet de troupeau à laine superfine d'Espagne, a fait l'objet d'une étude publiée par M. TESSIER dans les *Annales d'Agriculture*, tome 1 année 1797, p. 256. Dans ce même numéro, M. GILBERT a traité du rendement en laine des ovins de Rambouillet.

(2) Introduction à une *Géographie Economique de la France*, pp. 145 et 146.

(3) *Annales de géographie. Le Trégorrois agricole*. Année 1931, pp. 24 à 38.

(4) *Le Val de Loire. Étude de Géographie régionale*. Tours 1933, Arrault, éditeur.

En octobre, après l'expédition du demi-lot de bœufs d'embouche, des poulains nivernais sont introduits sur le pré où ils broutent le refus, c'est-à-dire l'herbe dont n'ont pas voulu les bœufs; ils y passent l'hiver et s'y retrouvent le printemps et l'été suivants, à côté des bêtes à cornes, mis à l'embouche; à l'âge de 18 mois, ils sont retirés de la prairie, et vendus avantageusement; il ne faut comme main-d'œuvre, qu'un homme pour 25 hectares. Le domaine d'embouche à surface égale d'une grande ferme de betteraves, n'emploie pas plus de 4 hommes, alors que la seconde exploitation en occupe 10. »

Des exploitations presque exclusivement animales se rencontrent dans les régions montagneuses où les bovins sont destinés à la production soit des veaux de lait et de viande, et où les brebis fournissent le lait pour la fabrication des fromages.

Comme type d'entreprise agricole où l'on ne pratique que les opérations sur les vaches laitières et leur production, M. Louis Chaumeil a décrit dans les *Annales de Géographie* (Année 1939, pp. 136 à 162) la ferme de Chayrange dans le Cantal, qui couvre 21 hectares (à savoir : 9 hectares de prairies dont 4 en bordure de rivière et plusieurs prés vergers, 9 de champs pacagers, vite envahis par le genêt et la fougère, qu'il faut labourer tous les 5 ou 6 ans pour les remettre en herbe) et qui a un troupeau de 17 bovins (14 vaches, 2 génisses, 1 taureau.) « Les vaches fournissent lait, veaux et travail. Attelées par paires, elles traînent tombereaux de fumier, chars de bois et de foin, brabant et faucheuse. La ferme engraisse chaque année 6 porcs qui proviennent en partie d'une portée née dans l'étable. Caprins et ovins ont disparu pour le plus grand bien de la forêt. La ferme est conduite par le propriétaire, sa femme, un garçon de 12 ans, une fille de 17 ans, un domestique et quelques journaliers pour assurer la pointe de travail pendant la fenaison et la moisson. Le troupeau de 14 vaches donne 12 veaux dont on conserve deux femelles pour renouveler le bétail âgé, de telle sorte qu'il reste 10 veaux à vendre pour l'élevage. Le lait produit (18.000 litres par an) est vendu à un laitier qui le ramasse avec un camion, une fois par jour en hiver, deux fois en été. Les porcs sont élevés et engraisés avec le petit-lait de la fabrication des fromages, rendu par le laitier à raison de 70 % du lait vendu. Trois porcs servent à l'alimentation de la ferme, les trois autres sont vendus. Au petit-lait s'ajoutent du son, de la farine, des pommes de terre, les déchets de cuisine et l'herbe des prés. »

L'élevage du gros bétail en vue de la production fromagère est la principale activité agricole de la région des Monts Dore, à quelque degré d'altitude que l'on se trouve. M. Carriou-Lagrange, dans son livre « Production agricole et économique rurale », indique que, pour un domaine de moyenne montagne, il faut environ 8 vaches pour assurer l'existence d'une famille paysanne et, pour nourrir ce troupeau, il faut plus de 12 hectares de terrain. Les vaches pacagent durant la belle saison, elles rentrent à l'étable après octobre. En sus de la traite et des manipulations laitières, qui sont continues dans l'année, le plus gros travail résulte des fauches, pour lesquelles il faut faire appel à une main-d'œuvre saisonnière.

Les exploitations situées à une plus grande hauteur, appelée « montagne », comportent une étendue de pâturages contigus de 50 à 100 hectares, dans lesquels le bétail séjourne de mai à octobre. Ces exploitations possèdent un parc à bestiaux, constitué par autant de claires qu'il y a de bêtes dans le troupeau. Pendant 5 mois, ce parc mobile demeure le seul point de ralliement pour le bétail. Le buron sert à la fois d'étable pour les bêtes malades et les veaux, de loge pour les porcs et de maison d'habitation pour les bergers. Les parcs sont déplacés tous les jours ou tous les deux jours; les animaux y reviennent pour les traites et pour la nuit; une grande partie du jour, ils pâturent librement. Chaque montagne peut ainsi recevoir un troupeau de 60, 80, 100 têtes ou davantage. Parfois, il s'habite de bêtes achetées au début de la saison pour être revendues à la fin, une fois engraisées (montagnes à graisse); d'autres fois (montagnes à lait) il s'agit de vaches laitières dont le lait va être utilisé à la fabrication de fromages sur place. Depuis quelques années, les montagnes à graisse sont en régression et celles à lait en progression.

Les ovins dans le Larzac et les Causses, constituent assez souvent l'élément principal de petites exploitations rurales qui transforment le lait des brebis en fromage ou le livrent aux fromagers. Contrairement à ce qui s'est passé dans les entreprises agricoles mixtes où le troupeau ovin a cédé en grande partie la place aux bovins, il y a eu, dans les régions précitées, augmentation du cheptel ovin vers la fin du XIX^e siècle (1).

L'élevage et l'engraissement du porc constituent des spéculations animales faites habituellement sur un petit nombre de porcs dans les entreprises agricoles mixtes, mais il existe des porcheries spécialisées annexées très souvent aux fabriques de beurre et de fromage, ou achetant à ces fabriques, le petit-lait écrémé, élément principal de la nourriture des porcs.

Selon les régions, les productions animales sont plus ou moins spécialisées ou conjuguées à d'autres productions. Comme l'a si bien montré M. Luc Verbon (2), « le paysan normand est toujours, peu ou prou, un herbager producteur de laitage, dans le Cotentin un herbager éleveur, dans le Perche Normand et la campagne d'Alençon un herbager producteur de cheval, dans la plaine de Caen un herbager éleveur de cheval, dans le Lieuvin un herbager

(1) Voir à ce sujet l'ouvrage de M. MEYNIER : *A travers le Massif Central Segalas, Levezou, Châtaignerale*, pp. 246 à 255.

(2) *Journal de la Société de Statistique de Paris*, Année 1942, p. 225.

agriculteur, dans le pays d'Ouche, l'Evrecin, le Vexin, le Roumois, le pays de Caux un agriculteur herbager, dans le pays de Bray un herbager industriel, dans le Bocage, l'Avranchin et le Houleme un herbager ferronnier. En Bourgogne, on a dans le Morvan des bûcherons herbagers, éleveurs de veaux, dans l'Auxois des herbagers éleveurs de bœufs et de chevaux, dans le Châtillonnais des paysans-herbagers-producteurs de lait. »

Productions végétales et animales simultanées. — Les entreprises mixtes, c'est-à-dire celles où l'on pratique la polyculture et l'élevage, ont existé de tout temps, et surtout avant le milieu du XVIII^e siècle où l'objectif du cultivateur était de subvenir à ses propres besoins en obtenant d'abord ce qui était nécessaire pour lui et les siens : seigle, ou blé pour la panification, moutons dont la toison lui fournissait la laine, vigne ou verger qui lui donnait le vin ou le cidre. L'assolement biennal (blé ou seigle-jachère) avec un coin de vigne là où elle pouvait venir, était tout indiqué; de plus les chaumes et la jachère permettaient l'élevage de quelques moutons. Mais vers 1750, deux tendances se dessinent : l'une vers le développement des céréales pour pouvoir se passer de grains importés, l'autre vers les cultures fourragères plus rémunératrices et mieux adaptées à certains sols. Suivant les régions, suivant les moments, l'une de ces tendances prévaut dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Dans la première moitié du XIX^e siècle le chaulage vient permettre de favoriser simultanément les deux tendances et l'on adopte, dans bien des endroits, l'assolement triennal sans jachère, un tiers de céréale, un tiers de fourrages, un tiers de plantes sarclées.

La seconde moitié du XIX^e siècle est caractérisée, dans les entreprises mixtes de 10 à 100 hectares, par l'accroissement des prairies artificielles (sainfoin, trèfle, luzerne, lotier corniculé, minette) et l'augmentation correspondante du bétail, l'adoption d'assolements permettant de donner toute l'année des aliments verts aux animaux, l'application de cultures dérobées réalisant un emploi quasi permanent du sol.

Dans les entreprises mixtes agricoles, la proportion de bétail élevé, entretenu et engraisé, dépend naturellement de la proportion de prairies et surfaces affectées aux fourrages artificiels de l'exploitation. C'est ainsi que dans la plaine du Bas Allier une ferme de 75 hectares ayant 50 hectares de prés et 25 de culture, où l'on produit blé et avoine, entretient une soixantaine de vaches mères qui hivernent à l'étable et dont les veaux sont en partie conservés pour le renouvellement du troupeau, en partie réservés pour l'embouche sur les herbages du domaine, en partie vendus par le reproducteur, tandis que sur les plateaux argileux de Touraine, et dans une ferme de même surface, 75 hectares, ne contenant qu'un cinquième de sa surface en prairies et fourrages artificiels, on n'a pas plus de 25 vaches laitières.

Part de la science dans l'évolution de l'agriculture française. — Ce serait un oubli regrettable que de ne pas consacrer quelques lignes à la contribution si importante que les hommes de science ont apportée à l'agriculture par leurs expériences et les claires visions des possibilités agronomiques. Un des plus marquants est Boussiaingault auquel il n'a manqué, a dit M. Demolon, que de n'avoir pas utilisé les ressources de la microbiologie (1). Cette science microbienne du sol devait naître avec Pasteur qui émettait, dès 1862, l'opinion que l'on peut formuler ainsi : l'action de l'oxygène de l'air sur les matières organiques est singulièrement bornée lorsque cette action s'exerce en l'absence de microorganismes; beaucoup d'êtres inférieurs possèdent, au contraire, le pouvoir de fixer l'oxygène sur les matières organiques complexes qu'ils résolvent finalement en eau, gaz carbonique, azote, ammoniacque, acide nitrique.

Cette idée a dirigé Schloesing et Muntz qui, dans leurs travaux sur l'épuration des eaux d'égout, ont montré en 1877, que la nitrification est corrélatrice de la présence d'un être vivant et que cet être vivant qui oxyde l'azote organique et l'ammoniacque, est présent dans la terre arable. Berthelot établit en 1885 que la terre est susceptible de fixer directement l'azote de l'air et qu'il faut considérer cette fixation, non pas comme un phénomène purement chimique, mais comme une manifestation microbienne; de là sa phrase mémorable « la terre est quelque chose de vivant. » L'apparition des travaux de Berthelot coïncidait avec la publication du mémoire des savants allemands Helfriegel et Wilfert sur la fixation de l'azote gazeux par les légumineuses. De là, découlent les deux procédés d'enrichissement en azote du sol :

1^o enrichissement lent mais continu en azote des sols en jachère, par les travaux d'ameublissement qui favorisent la pénétration de l'air et développent les microorganismes;

2^o enrichissement rapide par l'enfouissement de plantes qui auront fixé pendant leur croissance, l'azote gazeux de l'air.

Ces travaux sont complétés par ce fait très important, sur lequel M. Schloesing fils a appelé l'attention : qu'il suffit d'augmenter souvent dans de très petites proportions, la dose initiale de l'eau, incapable jusque-là de pourvoir à l'exercice normal de la nitrification, pour assurer la marche régulière du phénomène; c'est ce que l'on observe couramment, dans le cas des terres dites fortes, c'est-à-dire argileuses.

L'activité bactérienne peut cependant, dans certaines circonstances, agir à l'inverse du but proposé, car les expériences méthodiques de Gayon et Dupetit faites en 1882-1885, montrèrent l'existence de ferments dénitrificateurs. Mais on a établi aussi que si la présence des dénitrificateurs est constante dans la terre arable, leur action doit être nulle ou peu

(1) Voir à ce sujet l'ouvrage de M. LENGLEN, *Un Aspect peu connu de l'œuvre de Boussiaingault*.

efficace dans les conditions normales d'un bon sol, suffisamment aéré, et ne contenant pas une dose d'eau excessive.

Dans son traité sur les propriétés générales des sols en agriculture, M. G. André met en garde contre le danger de l'apport dans le sol d'une quantité exagérée de fumier de ferme, surtout de fumier frais car cet apport provoque un arrêt de la nitrification et la destruction même des nitrates préexistants; les microbes dénitrificateurs sont alors véhiculés par les excréments dans lesquels on les rencontre de façon constante (1). Dans ces conditions, la présence d'une masse considérable de matière organique ralentit les oxydations en général, celle de l'ammoniaque en particulier; et le milieu, jusque-là favorable à la nitrification, se transforme en milieu réducteur. Dans le cas de l'apport de fumier consommé, et à des doses qui excèdent rarement soixante tonnes à l'hectare, les phénomènes réducteurs n'ont plus lieu, et la nitrification, conformément d'ailleurs à l'observation de tous les jours, se poursuit de façon régulière.

CHAPITRE II. — ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ AGRICOLE ET DES MODES DE TENURE DES BIENS RURAUX

Le droit de propriété est le droit exclusif de jouir d'une chose, de l'utiliser, d'en disposer. Mais cette exclusivité peut, selon le mode d'utilisation des biens et des conditions de vie, être plus ou moins absolue et permanente.

Propriété du sol aux temps paléolithiques. — Il ne saurait y avoir un droit exclusif de propriété sur une parcelle de terre pour l'homme ou pour les groupes humains qui se nourrissaient du produit de la chasse, de la pêche et des végétaux poussant spontanément. Tout homme pouvait seulement prétendre à un droit exclusif de chasse ou de cueillette sur un certain territoire, et toutes les fois que ces travaux étaient faits collectivement, c'était le groupe qui prétendait à ce droit. Là où l'on vivait du lait et de la chair du troupeau, le droit sur le pâturage était compris de même (2).

Propriété du sol aux temps néolithiques. — Au début des temps néolithiques, les groupes humains n'occupèrent que les sols les plus légers et les plus secs sur lesquels la forêt ou la lande était le plus vite la proie du feu, et ils y semèrent les graines des plantes vivrières ou textiles qu'ils connaissaient. Mais l'occupation du sol n'était que temporaire et dès que la terre arable était épuisée, le champ était abandonné et un autre défriché un peu plus loin. Comme la population était peu dense, il y avait des terres nouvelles pour qui en voulait, et il n'y avait pas appropriation du sol comme on l'entend aujourd'hui, si ce n'est pour la terre portant les habitations, quand elles étaient fixes et pour les arbres à fruits. Plus tard, le clan patriarcal se fixa sur les bords des rivières et sur les clairières qu'étendirent quelques défrichements peu importants. Mais l'arrivée en masse des peuples nomades compacts, venus des steppes asiatiques et autres régions moins hospitalières que la France, modifia les conditions de vie et surtout l'agriculture primitive du gaulois. La rencontre et le mélange des rudes populations indigènes et des peuples nouveaux venus de l'Est, sont, comme l'a montré M. Gaston Roupnel (3) à l'origine de la création d'une agriculture renforcée dans laquelle l'ensemble des champs fut soumis à un régime de propriété collective et d'exploitation communautaire. C'était d'ailleurs une conséquence toute naturelle que les importants défrichements faits par les groupes, donnent des terres attribuées aux groupes, et ce fut une autre conséquence que l'association villageoise fondée pour le défrichement et l'élaboration de la clairière, se soit continuée pendant plusieurs siècles, voire même plusieurs millénaires, par une association de culture. Comment fonctionna cette association de culture? Les modalités nous en sont indiquées par les observations fort judicieuses, aussi bien de M. Marc Bloch (4) que de M. Roger Dion (5). Il y eut divers types d'ordonnance agraire, un premier type est caractérisé par ce système de champs ouverts et allongés qui comporte le morcellement de toutes les exploitations d'un village en une multitude de parcelles, avec pratique de l'assolement forcé et de la vaine pâture obligatoire. Si l'assolement est biennal, chaque famille possède une partie de terrain sur chacune des deux soles qui sera alternativement cultivée en blé ou en avoine, ou reste en jachère. Si l'assolement est triennal, la division du territoire appartenant au groupe est faite en trois soles, c'est-à-dire en trois groupes de parcelles contiguës dont l'une était occupée par la céréale d'hiver (blé ou seigle), l'autre par la céréale de printemps (avoine ou orge) et la troisième laissée en jachère servant de parcours aux troupeaux du village.

L'ordonnance agraire qui vient d'être indiquée n'existait pas, il est vrai, dans toute la Gaule de la fin de l'âge de pierre. Tandis qu'au Nord de la Loire, la propriété rurale résultait d'un partage systématique entre les membres d'une collectivité organisée, au Sud de la Loire la propriété rurale s'est constituée par appropriation individuelle, au gré de chaque habitant, capable de détenir et d'exploiter les terres. Il y avait ici liberté de clore et de planter.

(1) En ce qui concerne la bonne utilisation du fumier, comme des autres engrais et des amendements, voir l'ouvrage récent de M. LEFÈVRE.

(2) Paul ESMEIN. *Le droit et ses sources populaires*, p. 43.

(3) *Histoire de la campagne française*.

(4) Les caractères originaux de l'histoire rurale française. Paris 1932. *Les Belles Lettres*.

(5) *Essai sur les formations du paysage rural en France*. Tours 1934. Arrault, éditeur.

Le régime de la vie rurale caractérisée par le rassemblement dans les villages de toute la population paysanne et la division de chaque sole en parcelles contiguës travaillées par chaque famille, ne se rencontrait pas non plus au nord occidental du Massif armoricain, où les habitants sont dispersés et les champs généralement enclos, ni au sud du Massif Central où les habitants, quelquefois groupés, exploient une campagne irrégulière de dessin, variée d'aspect avec des champs qui présentent des variations fréquentes de constitution et d'inclinaison; il était impossible ici d'astreindre les populations rurales à des règlements généraux de culture édictés par une communauté agraire.

Propriété et tenure du sol à l'âge de bronze (de 2.500 ans avant J.-C. à 1.000 ans avant J.-C.). — A la fin des temps néolithiques le système des champs en société autour d'un village groupé prend, d'après M. Gaston Roupnel (1) son maximum d'extension dans la France septentrionale, moins l'Armorique, c'est-à-dire le Bassin parisien, les régions agricoles du Massif Central et les provinces de l'Est.

Vers la fin de l'âge de bronze, le régime de propriété collective et d'exploitation communautaire, est à son apogée dans les deux tiers environ de la Gaule. Partout ailleurs, ce sont les influences et les coutumes de l'Ibérie et du pays méditerranéen qui déterminent la structure agricole, laquelle est dominée par l'individualisme d'une population dont une majeure partie vit plutôt des échanges commerciaux que de la culture du sol.

Propriété et tenure du sol dans la Gaule celtique. — Si l'âge de bronze n'avait pas apporté de modifications dans l'organisation communautaire de l'agriculture de l'âge de pierre, il n'en fut pas de même de l'occupation celtique qui entraîna la ruine de l'ancien régime de propriété collective. Les dominations individuelles des conquérants confisquèrent en bien des endroits au bénéfice d'un seul, les droits que tous les cultivateurs se partageaient, et l'autorité qui appartenait au groupe. La population soumise fut placée en état de servitude économique et bien qu'il y eût des transactions pacifiques entre les vainqueurs et les vaincus, la communauté agraire évolua vers les formes seigneuriales. La noblesse celtique vécut entourée de ses hommes d'armes et de ses serviteurs dans des demeures édifiées à la lisière des bois ou au bord des rivières, pour surveiller, tout en se livrant à son goût pour la chasse, la culture des terres et l'élevage des troupeaux qu'elle avait conquis.

Propriété et tenure du sol dans la Gaule romaine. — Le sol était possédé par deux grandes catégories de propriétaires: les gens dits honorables et les petites gens.

Les gens honorables comportaient deux classes :

1° Ceux qui, ayant occupé de grandes charges et auxquels l'Empereur attribuait pour services rendus à l'État, des domaines importants, comprenant souvent plusieurs milliers d'hectares, et qui constituaient la noblesse sénatoriale;

2° Ceux qui, exerçant une fonction municipale dans leur district, possédaient des domaines moins étendus que les précédents et constituaient une noblesse municipale.

Tous les petits propriétaires renaient dans la catégorie des petites gens. Gens honorables et petites gens ne payaient pas les mêmes impôts et n'avaient pas toujours les mêmes juges.

Les grands et moyens domaines ruraux étaient, à l'époque gallo-romaine, le *fundus* que l'on a appelé souvent improprement « villa » alors que la villa n'était autre que la maison du maître. Le domaine comprenait deux parties : le domaine exploité directement par des esclaves vivant en commun et travaillant en groupe sous les ordres de chefs, esclaves comme eux, et la partie du domaine divisée en petites exploitations qui seront cultivées par des esclaves ayant leur casé, leur domicile propre, leur chez soi; la première partie du domaine constitue la réserve du maître; la seconde partie comporte les nombreuses petites exploitations travaillées par les esclaves dits « chasés ».

Ces esclaves « chasés », bien qu'ayant une certaine indépendance dans leur travail, et qui représentaient en quelque sorte des fermiers, moyennant une certaine redevance, étaient toutefois considérés comme faisant corps avec le sol dont ils mesuraient la valeur, de telle sorte qu'il y avait interdiction de vendre sans eux, la terre qu'ils occupaient.

Dans plusieurs domaines il y a, outre les esclaves chasés, des tenanciers qui ne sont pas des esclaves, mais des colons. « Ces colons auraient, d'après M. André Deleage (2), disposé de leur temps comme il leur plaît et cultivé, non pas une partie quelconque de la terre patronale, aujourd'hui telle parcelle, demain telle autre, au gré d'un régisseur, mais un lot propre dont il a une véritable jouissance. La condition du colon, il est vrai, empire peu à peu du 1^{er} au 11^e siècle. Le colon du 1^{er} siècle est presque un fermier au sens moderne du mot. Il loue pour un certain nombre d'années la terre d'un propriétaire moyennant une somme fixe d'argent acquittée généralement en espèces à une époque fixe de l'année qu'on appelle le mois des fermages. Il n'est chargé d'aucune servitude particulière par rapport à son maître ou à la terre de son maître. Le colon du 11^e siècle est devenu un métayer. Il n'acquitte plus son fermage en espèces, car le numéraire se fait rare, et il se libère en nature, généralement sous forme d'une part de ses récoltes, la moitié ou le tiers. Surtout sa location n'est plus temporaire, à terme, mais perpétuelle, un véritable lien s'établit entre le colon et la terre qu'il cultive. Son nom est porté au cadastre en face de celui du lot qu'il exploite : simple mesure fiscale pour faciliter la perception de l'impôt, mais qui a de redou-

(1) *Histoire de la Campagne française*, p. 49.

(2) *Petite histoire de la paysannerie française*, par A. DELEAGE, p. 11 et 12.

tables conséquences, car elle permet au maître de s'assurer le concours de l'État pour obliger le colon fugitif à réintégrer sa colonie. »

Propriété et tenure du sol pendant le Haut Moyen Age. — A l'époque franque, on retrouve les fundis un peu moins grands cependant qu'à l'époque gallo-romaine, car le régime dit de l'hospitalité a fréquemment joué lors de l'occupation du sud de la Loire par les Wisigoths et des vallées de la Saône et du Rhône par les Burgondes. Ce régime, légalisé par l'autorité romaine qui s'effritait, obligeait quelques grands propriétaires gallo-romains à céder les deux tiers des terres et le tiers de leurs esclaves aux chefs vainqueurs et à leur suite armée. En fait, le revenu était partagé par moitié, entre le propriétaire ancien et l'hôte nouveau. D'ailleurs, celui-ci n'est pas considéré comme propriétaire de sa part et n'en a qu'une jouissance héréditaire. Ce régime de l'hospitalité évita, d'après M. Ferdinand Lot, les spoliations brutales de la conquête et aménagea les transitions qui ont préparé la fusion des populations (1).

Au début de la royauté franque, existait simultanément la grande propriété laïque, la propriété ecclésiastique et la petite propriété indépendante et libre. Les grandes propriétés laïques furent le plus souvent les anciennes villas gallo-romaines divisées en deux parties : l'une, dont le propriétaire dirigeait l'exploitation, et l'autre, partagée en des tenanciers de toute sorte. Les propriétés ecclésiastiques s'étaient développées, car l'Église pouvant recueillir toutes sortes de libéralités, son patrimoine s'était grossi rapidement à l'époque franque par des donations des rois, des grands et des plus humbles fideles. Il s'était constitué aussi des propriétés d'origine familiale, dont M. Funk-Brentano fait remonter l'origine au moment où les personnes des campagnes fuyant les envahisseurs, s'étaient réfugiées dans des espaces incultes, dans des lieux boisés, sur des hauteurs de préférence, qu'ils avaient défrichés. Quant à la petite propriété restée libre, elle tire son origine des premiers alleux qui étaient des terres prises, occupées ou reçues en partage par les Francs dans leurs conquêtes successives.

M. Guizot a montré « qu'on se formerait toutefois une idée très fautive du mode de distribution ou du partage des terres, si l'on supposait qu'après le succès d'une expédition, et quand elle voulait s'établir dans le pays conquis, une bande de guerriers se dissolvait en individus dont chacun allait habiter, avec sa famille, la terre isolée qui lui était échue. Une telle dispersion eût été fort périlleuse pour les conquérants, et de plus elle eût rompu toutes ces habitudes de vie commune, d'exercices, de jeux, de banquets continuels, qu'ils avaient contractés dans leurs courses. »

Au point de vue juridique, il y eut dans la propriété franque et dans la propriété féodale qui la suivra, une diminution notable de la propriété exclusive telle que le droit romain la concevait, et le développement corrélatif du système dit des tenures. Si les grands et moyens propriétaires sont maîtres absolus de leur domaine réservé, tout ce qui se rattache au domaine concédé pourtant par eux n'est plus entièrement à eux et ils doivent respecter certains droits des tenanciers; les avantages de la propriété sont partagés entre le concédant et les tenanciers; le partage de droits existe encore davantage entre le concédant à précaire et les précaristes, ceux-ci étant des hommes libres mais sans fortune, qui demandaient à exploiter les terres dispersées appartenant à des monastères; la concession intervenant était révocable, mais comme elle rendait service aux deux parties, elle devient bientôt viagère et puis héréditaire. Les propriétaires d'ailleurs étaient des propriétaires absolus, mais plusieurs d'entre eux, inspirés par la piété, donnaient leur alleu à une église et le reprenant d'elle à titre de précaire.

L'organisation économique de la propriété féodale rappelle beaucoup le régime de la propriété franque, ce qui n'a rien d'étonnant car beaucoup de seigneurs sont les héritiers des grands propriétaires francs et que les nouveaux seigneurs ont adopté le régime existant. On trouve donc de plus en plus la distinction des domaines retenus et des domaines concédés et peu à peu ce système se généralise à tous les biens ruraux, car les alleux, petite propriété libre, sont de moins en moins nombreux.

Les droits respectifs des seigneurs et des cultivateurs ont été exposés magistralement par M. Roupnel dans son livre : « La Campagne française, page 370 » : Exception faite des terres de la réserve seigneuriale, qui appartenait en propre au chef, ni le sol, ni les êtres n'entrent dans la propriété du seigneur. Sa fortune comporte une part dans les récoltes et une part dans les services. Sur les hommes et sur les fonds, le seigneur n'a d'autre propriété que ces droits à des denrées et à des corvées. La tenure qu'il cède, le serf qu'il vend, la servé ou les enfants qu'il partage, ce ne sont ni des êtres, ni des immeubles dont il fait marché : ce sont des revenus qu'il abandonne, labeurs humains qu'il cède à d'autres. Et la seigneurie n'est au seigneur que de cet usufruit partiel et constant (2).

Mais on est frappé de ce fait que, au fur et à mesure que l'on se rapproche du XI^e siècle, la réserve seigneuriale va en augmentant. Si chaque manse tributaire se mesure par quelques hectares, le domaine qui est la propriété absolue du seigneur est de plusieurs centaines d'hectares. C'est en partie légalement, mais en partie aussi quelquefois, par une violence

(1) *La France des origines à la guerre de Trente Ans*, p. 29.

(2) Dans son cours d'*Economie politique*, tome I, p. 165, M. Henri TRUCHY, a mis en évidence les caractères de la tenure perpétuelle ou à très long terme, qui a eu jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la plus grande place dans l'exploitation du sol, ce qui est plutôt un partage des droits qui constituent la propriété du type moderne qu'un rapport entre propriétaire et exploitant.

agressive et calculée que la réserve seigneuriale s'accroît. A chaque succession, qui ouvre l'exercice au droit de mainmorte, le seigneur, en vertu du régime communautaire, annexe à son bien particulier l'héritage du manse sans héritier. Mais il y a aussi agrégation à la réserve seigneuriale des manses, dont le tenancier a commis certains délits pouvant entraîner la confiscation, et l'on peut alors supposer que quelques seigneurs ont pu abuser de leur rôle de justicier pour accélérer l'extension du domaine dont ils avaient la propriété absolue. Aussi, à la toute puissance féodale qui atteint son apogée au XI^e siècle, correspondra le maximum de terres appartenant en toute propriété au seigneur et une sorte de déclin du régime paysan, comportant la jouissance individuelle du manse et communautaire des forêts et pacages qui deviendront, au Bas Moyen Age, des biens communaux.

Propriété et mode de tenure du sol au Bas Moyen Age. — L'extension territoriale du domaine réservé réalisait, pour le seigneur, l'avantage de la possession absolue d'une plus grande superficie de sol cultivable; mais cet avantage n'existe que si ce sol peut être cultivé normalement. Comme ce sol était cultivé par des corvées, son étendue rationnelle était fonction de la main-d'œuvre villageoise dont le seigneur pouvait disposer. « Or, comme le fait remarquer M. Roupnel (1), pendant les désordres des IX^e et X^e siècles, la charge des corvées n'avait cessé de s'augmenter sous l'influence du double mouvement qui accroissait la réserve seigneuriale de tout ce dont diminuait la population villageoise. Les corvées d'une population très diminuée ne suffiraient donc pas à faire valoir la réserve; le seigneur dut nécessairement en tenir compte. Cessant alors d'augmenter la réserve, il a commencé à la répartir à des tenanciers concrets. A dater de cette régression de la propriété absolue seigneuriale, commence une longue période d'ascension de la condition paysanne qui va se prolonger jusqu'à la Guerre de Cent Ans. Pendant trois siècles, du milieu du XI^e au milieu du XIV^e, les seigneurs ne maintinrent qu'un embryon de réserve qu'exploitait une main-d'œuvre pensionnée avec l'appoint des corvées pour le charroi et les grands travaux; or, ces travaux ne constituent, pour les tenanciers des manses, qu'un service agricole de quelques jours par an. Le serf et le colon obtiennent aussi de nombreux avantages lors du départ des seigneurs pour les Croisades, car ceux-ci, obligés de s'équiper et mus aussi par un sentiment de fraternité, abandonnent, moyennant des indemnités raisonnables, une partie de leurs droits à leurs tenanciers. La population ayant considérablement augmenté aux XI^e et XII^e siècles, les établissements monastiques, comme le paysan, font d'importants défrichements pour peupler les nouveaux villages créés par les abbayes; celles-ci font au tenancier des terres défrichées des conditions de tenure plus favorables et lui assurent un statut personnel meilleur; les terres sont données à cens, c'est-à-dire moyennant un fermage fixe, ou à champart, c'est-à-dire à part de récolte, à l'exclusion de toutes autres charges, sauf la dime. Les serfs et colons des anciennes tenures arrivent à conquérir le statut des tenanciers des champs gagnés sur la lande, en menaçant leur seigneur de quitter leurs terres.

Il se produit d'ailleurs au XIII^e siècle et dans la première moitié du XIV^e siècle, un grand mouvement d'affranchissement des cultivateurs par les chartes qu'ils obtinrent en agissant comme collectivité serves, en échange de services rendus, gratuitement ou moyennant finances, et quelquefois aussi par une jacquerie ou menace de jacquerie. Ce mouvement d'affranchissement qui libère à peu près complètement les provinces de l'État capétien, l'ouest et le sud-ouest, touche à peine les provinces de l'Est, Champagne, Lorraine, Bourgogne, Franche-Comté, qui vont rester pour une bonne part jusqu'à la Révolution, pays de main-morte.

Une autre revendication qui aboutit en partie au XIII^e siècle fut celle des paysans sur les biens communaux. Voici la genèse, telle que l'établit M. A. Deleage, de cette action (2). De tout temps, dans le Haut Moyen Age, les seigneurs avaient accordé à leur voisin des droits d'usage dans leurs forêts et leurs landes, droits de pâture, droits de glandée pour les porcs, droits de prendre du bois pour faire du feu et construire les maisons, sous réserve de l'acquiescement de redevances correspondantes. Mais les défrichements menacèrent bientôt de disparition les terrains d'usage et par ailleurs, le développement urbain, en créant un débouché pour le bois des forêts, incita les seigneurs à mettre celles-ci en défens afin de les exploiter pour la vente. Les communautés rurales se sentirent en danger et spécialement la partie la plus misérable d'entre elles qui, faute de terre, tirait le plus clair de sa subsistance des usages. Des traités furent arrachés aux seigneurs qui reconnurent les forêts ou les landes expressément terrains d'usage; souvent on s'entendit pour un compromis qui accorda au seigneur le droit de cantonnement d'une portion de la forêt et l'obligea à abandonner le reste aux usages. En quelques cas, les communautés allèrent plus loin et se firent reconnaître la propriété collective de tout ou partie des zones dont elles n'avaient eu jusque-là que l'usage. Souvent le cantonnement eut le même effet sans le prévoir expressément, la terre laissée aux usages devenant peu à peu de fait bien communal. L'acquisition des communaux eut l'inconvénient de mettre un frein aux défrichements, mais elle obligea les communautés rurales à se donner une administration plus précise et les fit prendre mieux conscience d'elles-mêmes. En même temps, elle assura les moyens d'existence du prolétariat rural. »

Le sol, cultivé, a augmenté sensiblement au Bas Moyen Age grâce aux défrichements

(1) *Histoire de la Campagne française*, p. 376.

(2) *Petite histoire de la paysannerie française*, pp. 32 et 33.

commencés au XI^e siècle par les Cisterciens qui ont substitué, dans les lieux humides, le pré à la forêt, mis en état de culture les fonds bourbeux et les vallées humides; on lutta aussi contre les eaux par l'édification de digues canalisant les rivières; on dessécha les vallées et l'on marna les terrains humides. Les villages, riverains des cours d'eau, intensifièrent leur production en fruits et légumes par l'arrosage des jardins.

Propriété et tenure du sol à l'époque de la Renaissance. — Beaucoup de terres écartées furent, pendant la Guerre de Cent Ans, abandonnées par ceux qui les cultivaient. De plus, les tenanciers de plusieurs manses ayant été tués ou ayant disparu, les seigneurs durent s'adresser à de nouveaux cultivateurs qui exigèrent de nouvelles conditions de tenure. Plusieurs anciens tenanciers, tout en récupérant leurs manses, se refusèrent à les reprendre aux anciennes conditions.

Pour que les sols abandonnés fussent remis en valeur, Louis XI les partagea entre laboureurs et paysans, à condition qu'ils soient cultivés. Beaucoup de petits et moyens seigneurs appauvris par la guerre et par la dévalorisation accélérée des espèces monétaires, durent vendre leurs terres en totalité ou en partie. Une bien-petite partie de ces biens fut acquise par les paysans, dont le sort n'était guère meilleur que celui des seigneurs; mais la plus grande part alla aux habitants des villes, aux bourgeois qu'avaient enrichis le commerce et l'industrie. Et ainsi la classe de grands propriétaires se composa dès lors de deux groupes : les anciens et les nouveaux.

Si les anciens, moins nombreux, appartiennent à la vieille aristocratie militaire et féodale, les nouveaux, comme l'a fait remarquer M. Flour de Saint-Genis constituèrent une aristocratie nouvelle, issue du Tiers-État et qui, s'affublant des anciens titres, n'est reconnue dans l'histoire, sous ses noms patronymiques, que par les érudits.

L'accroissement de population, pendant la Renaissance, fut accompagné de la conquête de nouveaux terrains cultivables. Le dessèchement général des marais fut ordonné par l'Édit d'avril 1599 d'Henri IV qui fit appel au brabançon Bradley, lequel dessécha notamment les marais de la Sèvre et ceux de la Charente.

Acquisition des terres au XVIII^e siècle par les gros fermiers, les marchands et les bourgeois. — Au XVIII^e siècle, les gros fermiers, les marchands, les bourgeois des villes et des bourgs, profitent de la décadence de plusieurs seigneurs pour acquérir de grosses métairies. Quelques fermes seigneuriales sont aussi acquises par les fermiers généraux de la seigneurie, auxquels le seigneur a confié, par contrat et moyennant une somme préalablement fixée, la perception des redevances en argent ou en nature de ses propriétés. Cet état de choses provient de ce que les seigneurs, d'une certaine importance, ont préféré résider dans des agglomérations qu'au milieu de leurs terres; on voit donc que l'absentéisme vivement reproché aux propriétaires de l'époque contemporaine, s'était produit aux temps modernes. Cet absentéisme préparera le transfert de plusieurs propriétés au moment de la Révolution, comme l'a montré M. Pierre Souty, dans son étude sur la bourgeoisie des campagnes, aux XVII^e et XVIII^e siècles. « Alors, dit-il, que beaucoup de nobles quittèrent les campagnes, des cultivateurs habiles et intelligents affermèrent les seigneuries, habitèrent les châteaux, prêts à prendre, au moment où la Révolution éclatera, les leviers de commande. »

Transfert de la propriété agraire de 1789 à 1799. — Sur la distribution de la propriété en France, M. Deleage (1) donne quelques chiffres desquels il résulterait qu'entre 1789 et 1799, c'est-à-dire pendant les dix années des transformations révolutionnaires, les propriétés du clergé et des seigneurs seraient passées comme importance territoriale, par rapport à l'ensemble des terres, de 25 à 12 %; celles des bourgeois des villes et des campagnes, de 30 à 35 % et celles de la paysannerie aisée de 33 à 40 %. Pendant cette période décennale, les biens communaux n'auraient guère subi de modifications et leur importance serait restée approximativement égale à 12 % du territoire rural.

Les changements ainsi chiffrés dans la structure agraire de la France provinrent surtout :

1^o Des jacqueries qui éclatèrent en Quercy, en Périgord, en Bretagne et en Touraine et qui aboutirent à des renonciations des seigneurs à leurs droits et à certaines de leurs propriétés;

2^o De la vente ordonnée par l'Assemblée constituante en 1790 des biens ecclésiastiques qui furent acquis en grande partie par la bourgeoisie et par la paysannerie;

3^o De l'abolition par le décret du 17 juillet 1793 de tous les droits seigneuriaux sans distinction et sans indemnité;

4^o De la confiscation des biens des émigrés et de leur vente aux enchères par petits lots. L'emploi abusif des assignats avait favorisé les acquéreurs des biens nationaux, car ceux-ci avaient douze ans pour se libérer. Comme l'État reprenait son papier au pair, il suffisait d'attendre la baisse pour profiter de la différence entre la valeur nominale et la valeur réelle.

Propriété et tenure du sol aux XIX^e et XX^e siècles. — Les statistiques des XIX^e et XX^e siècles ne distinguent pas pour la propriété, une situation sociale des possédants, mais l'importance des surfaces possédées.

(1) *Petits histoire de la paysannerie française*, pp. 41 et 49.

Une statistique faite pour 1815 par M. Rubichon, donne le nombre de familles possédant une surface moyenne de terre allant en décroissant :

	Hectares	
21.456 familles possédant en moyenne 800 hectares.	19.000.000	hectares'
168.643 — — — — — 62 —	10.500.000	—
217.871 — — — — — 22 —	4.800.000	—
256.533 — — — — — 12 —	3.000.000	—
258.452 — — — — — 8 —	2.000.000	—
361.711 — — — — — 5 —	1.800.000	—
567.280 — — — — — 3 —	1.700.000	—
851.280 — — — — — 1 h. 66 a.	1.400.000	—
1.101.421 — — — — — 50 ares.	550.000	—
3.805.000 propriétaires de terre possédant.	44.750.000	hectar

Il résulterait de cette statistique qu'après vingt-cinq ans de révolution la grande propriété possédait encore la moitié environ du sol et que la petite, même en y comprenant les domaines de 12 hectares en moyenne, n'embrassait même pas le tiers.

M. Léonce de Lavergne (1) estime que de 1815 à 1860, la division du sol a fait des progrès bien autrement marqués. Au lieu de 21.000 familles de grands propriétaires, en 1815, il y en avait, quarante-cinq ans plus tard, plus du double; par conséquent, le lot de chacune d'elles dans le partage du sol avait dû diminuer de plus de moitié, d'un autre côté, les petits propriétaires qui, d'après M. Rubichon, étaient de 3 millions et demi en 1815, étaient beaucoup plus nombreux en 1860.

On a cherché à estimer la répartition en grandes, moyennes et petites propriétés par les mouvements des cotes foncières. Mais cette appréciation n'est pas d'une sécurité absolue car il arrive que plusieurs cotes ne correspondent qu'à une seule propriété, si celle-ci est à cheval sur plusieurs communes; aussi la part attribuée aux petites propriétés est quelque peu surfaite.

De plus, le raisonnement que l'on fait sur les cotes foncières et les déductions que l'on en tire, ne présentent pas une grande valeur, sauf pour les communes où le cadastre a été refait. Car l'augmentation des cotes foncières résulte beaucoup plus de ce que l'on n'a pas procédé aux radiations de nombreuses cotes qui ont subsisté indument que de la division des grandes propriétés. Si l'on faisait abstraction des lotissements faits autour des villes, on observerait plutôt diminution du nombre des cotes qu'augmentation. Dans les communes où il y a eu réfection du cadastre, sans qu'il y ait eu des lotissements, on a observé un nombre de cotes beaucoup moindre que dans l'ancien cadastre.

Ainsi, contrairement à ce qu'ont pu écrire les économistes qui sont partis des nombres de cotes foncières, on peut dire que la surface moyenne des grandes, moyennes et petites propriétés a augmenté, et que le nombre des petites propriétés a sensiblement diminué.

Il faut remarquer aussi que le nombre d'exploitations n'est pas le même que celui des propriétaires non exploitants et des propriétaires exploitants, car il ne faut pas confondre les deux notions de domaine et d'exploitation : un domaine peut comprendre aujourd'hui des milliers d'hectares et ne relever cependant que de la moyenne culture, s'il est divisé en un grand nombre d'exploitations confiées à des fermiers ou à des métayers.

Modes d'exploitation. — Les modes d'exploitations rurales comprennent surtout le faire-valoir direct, le fermage et le métayage. Voici le nombre des exploitations correspondant aux divers modes de tenure en 1852, 1862, 1882, 1892 et 1929.

	NOMBRE EN				1929
	1852	1862	1882	1892	
Propriétaires exploitants ou faisant exploiter les terres qui leur appartenant . . .	2 072 433	1.812.573	2.150 696	2 199 220	2.728.981
Fermiers	696.865	1.035.369	968.328	1 061 401	728.131
Métayers	352 316	405.387	341 571	344 188	198.783
	3.121.614	3.253.329	3 460 595	3.604.989	3.655.195

(1) *Économie rurale de la France depuis 1789*, p. 48.

Si l'on calcule les pourcentages par rapport au nombre total d'exploitations des faire-valoir directs, des fermiers et des métayers, on a le tableau ci-après :

Proportion du nombre des exploitants en :

	1852	1862	1882	1892	1929
Faire-valoir direct.	67,6 %	72,5 %	72,9 %	70,7 %	74,6 %
Fermage	22,3 %	19,8 %	20,0 %	22,1 %	19,9 %
Métayage	10,1 %	7,7 %	7,1 %	7,2 %	5,5 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Les chiffres précédents montrent :

1° Que le métayage a considérablement diminué de 1852 à 1862 et depuis 1892; cette diminution s'est d'ailleurs accentuée depuis 1929 (1).

2° Que le fermage a subi une variation moins grande parce que les transformations de métayage en fermage qui auraient augmenté le pourcentage de fermiers, sont à peu près compensées par le fait qu'un nombre assez important de fermiers sont devenus des propriétaires faisant valoir eux-mêmes;

3° Que le faire-valoir direct, qui a été en progressant de 1862 à 1882, n'a pas subi d'augmentation sensible entre 1882 et 1892 et a augmenté de 1892 à 1929 (2).

Le métayage a certainement quelques défauts, mais il a été décrié plus qu'il ne le méritait. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter aux considérations sur le métayage, exposées par M. A. Revirieux, directeur des Services agricoles de la Mayenne, dans la monographie qu'il a écrite sur ce département, pour compléter l'enquête agricole de 1929 : « Le métayage, a-t-il dit, est le seul mode d'exploitation rurale qui soit compatible avec une forte natalité rurale. Lorsqu'un jeune métayer sans ressources s'établit, le propriétaire est toujours son bailleur de fonds en lui laissant tout le temps nécessaire pour acquitter sa dette. Il permet à un père de famille nombreuse d'établir successivement tous ses enfants, ce qui lui serait impossible avec le fermage. Il permet aussi aux domestiques de ferme qui ont réalisé quelques économies, de s'établir à leur compte et de créer un foyer. »

CHAPITRE III

ÉVOLUTION DE L'ORGANISATION DES ENTREPRISES AGRICOLES

Le rendement des entreprises agricoles nécessite :

1° Un capital foncier comprenant les terres et les bâtiments, et un capital d'exploitation représenté par le bétail, les outils, les machines et un fonds de roulement;

2° Une direction technique et commerciale;

3° Un personnel d'exécution.

§ 1. — CAPITAUX.

A l'origine de l'agriculture, le capital d'exploitation était infime et consistait en un champ provenant de l'essartage des landes, une cabane pour l'habitation, un réduit pour un minime bétail et quelques outils primitifs en pierre polie d'abord, puis en métal avec manche en bois. Sous la domination romaine, le cabriolet fut inventé, quelques progrès furent réalisés quant aux formes de voitures et aux dispositifs d'attelage des animaux de trait. L'outillage agricole n'a évolué que fort lentement jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, et il se résumait, avant la Révolution, dans les régions les plus déshéritées de la France, telles que le Ségalar, en cinq ou six objets : la faux, la faucille, les outils à battre, la machine à écraser le chanvre et l'araire, simple manche en bois, orné de deux oreilles et d'un soc, barre de fer trempée et amincie à son extrémité.

Dans les régions plus riches, notamment dans le Nord-Est de la France, le Nord et le Nord-Ouest, l'outillage comportait des charrues un peu moins primitives que l'araire, ainsi que des herses et des houes convenant pour les buttages.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, des améliorations furent apportées par les premiers constructeurs français de machines agricoles : Mathieu de Dombasle et Valcourt, aux charrues, aux herses, aux houes. Vers le milieu de ce siècle on utilisa en France quel-

(1) La diminution du métayage avait été très forte dans les 50 années comprises entre 1832 et 1851; N. de Caspari estimait que plus de la moitié du sol français appartenait au métayage en 1832, alors qu'en 1851 sa part ne représentait plus que 18 %.

(2) Les avantages et les inconvénients de chacun des modes de tenure sont indiqués avec netteté et précision dans divers ouvrages d'Économie politique et d'Économie rurale, notamment dans les suivants : Henri TRUCHY, *Cours d'Économie politique*, 3^e édition, tome I, pp. 164 à 168; Gaston PIROU et Maurice BYÉ, *Les cadres de la vie économique*, pp. 91 à 119; André GARRIGOU LAGRANGE, *Production et Économie rurale*, pp. 33 à 50.

ques machines construites à l'étranger : faucheuses, moissonneuses, appareils de labourage à vapeur et à la fin du siècle, c'est toute une gamme d'instruments destinés à suppléer au manque de main-d'œuvre qui fait son apparition. Il faut attendre le xx^e siècle pour voir surgir le râteau faneur, et ce n'est guère qu'après 1914 que le tracteur a été appliqué en agriculture.

L'évolution de l'outillage mécanique en France est donné par la comparaison ci-après du nombre de machines agricoles en 1862, 1882, 1892 et 1929.

	EN 1862	EN 1882	EN 1892	EN 1929
Semoirs mécaniques	11.000	29.000	52.000	322.219
Faucheuses	9.000	20.000	39.000	1.388.695
Faneuses et râteaux à cheval et râteaux faneurs.	6.000	27.000	51.000	1.192.279
Moissonneuses	9.000	16.000	23.000	420.268
Machines à battre	101.000	211.000	234.000	203.505
Distributeurs d'engrais				119.383

MM. Vezin et Vandamme ont énuméré, dans leur monographie sur l'Agriculture du département du Nord, le matériel en 1938, d'une ferme moyenne d'une vingtaine d'hectares ayant comme cheptel 2 chevaux, 10 à 12 vaches laitières, quelques truies mères, d'élèves des deux espèces et permettant de cultiver chaque année, en dehors de 3 hectares de pâture, 7 hectares de blé, 3 hectares d'avoine, 3 hectares de betteraves fourragères, 3 hectares de pommes de terre, 1 hectare de trèfle et de ray-grass.

Ce matériel comportait :

1^o Comme machines de culture : 1 brabant double et un brabant simple, 1 cultivateur à dents flexibles, 2 herses en fer, 1 rouleau, 1 houe à cheval et 1 buttoir à pommes de terre;

2^o Comme matériel de transport comportant 2 grands chariots à 4 roues et 2 banneaux, petits tombereaux à 3 roues; l'un de ces derniers est agencé pour recevoir la tonne à purin;

3^o Une moissonneuse-lieuse et une petite faucheuse à 1 cheval;

4^o Un coupe-racines pour la préparation des betteraves destinées aux vaches, une écrémeuse et une baratte dans la laiterie, le tout actionné par un ou deux moteurs électriques.

L'évolution de l'outillage a nécessité une évolution analogue des bâtiments d'exploitation pour loger les animaux de trait. De même l'accroissement de la production animale, et surtout des bovins, a exigé des investissements dont l'importance se rapproche souvent de la valeur des terres. D'où un accroissement progressif continu du capital-domaine, comprenant les terres et les bâtiments et du capital compris sous la dénomination de cheptel vivant, de cheptel mort et de fonds de roulement.

Capital terres. — Avant la Révolution de 1789, vers 1760, les landes qui servaient pour l'élevage des moutons, valaient selon les sols de 100 à 150 francs l'hectare. Ces landes, défrichées et portant quelques récoltes sans avoir été améliorées par des amendements, atteignaient une valeur triple, soit 300 à 450 francs. Après marnage ou chaulage (si les terrains étaient dépourvus de calcaire) et épandage pendant quelques années de fumier de ferme, la valeur variait de 700 à 1.100 francs l'hectare; c'était là le prix des terres labourables vers 1850 (1), les prix les plus bas correspondaient aux sols perméables, à condition qu'il ne s'agisse pas de sols calcaires arides comme ceux de Champagne. Dans une région déterminée où le sol présente une certaine homogénéité de texture, la valeur varie en raison directe de la profondeur de la terre arable, c'est pourquoi les sols profonds constitués par les limons des plateaux, ou les alluvions profondes des vallées se paient cher. La valeur des biens ruraux a subi, au cours du xix^e siècle, les mouvements généraux des prix : de 1800 à 1814 hausse, de 1814 à 1849 baisse, de 1849 à 1873 hausse et de 1873 à 1896 baisse. De 1896 à 1914 il y a hausse qui se continue jusqu'à nos jours, sauf de 1930 à 1936. Les prix en monnaie des terres de France en 1914, sont donnés dans l'ouvrage : « Expertises rurales et forestières », de M. Pierre Caziot, duquel nous extrayons les prix ci-après à l'hectare et dans diverses études publiées par M. Edmond Michel :

Terres non calcaires	}	Terre silico-argileuse de Sologne et de Bresse	300 à 800 fr.
		Terres granitiques du Plateau Central	800 à 1.000 fr.
		Terres granitiques de Bretagne	1.000 à 1.500 fr.
		Argiles à silex de Touraine	1.000 à 1.200 fr.
		Alluvions légers de la vallée de la Garonne	1.500 à 2.500 fr.

(1) Dans son *Économie rurale de la France* depuis 1784, p. 54, M. Léonce DE LAVERGNE estimait qu'en 1859 le prix vénal de la terre était de 1.000 francs l'hectare.

	Terres des Causses du Quercy	100 à 200 fr.
	Terres du plateau moyen du Jura	200 à 300 fr.
	Terres de Saintonge	400 à 800 fr.
Terres calcaires	Terres crayeuses plantées en vigne de Champagne	300 à 500 fr.
	Terres argilo-marneuses de l'Auxois	400 à 800 fr.
	Terre basaltique : entre 1.000 et 1.100 m. d'altitude	800 à 1.000 fr.
	Terres basaltiques du Velay : entre 600 et 800 m.	2.000 à 3.000 fr.
	Limons des plateaux superposés à l'argile à silex du pays de Caux	1.500 à 2.500 fr.
Terres ne pouvant être classées dans les deux catégories précédentes	Limon des plateaux sur la craie du Sancerre et du Cambrésis	3.000 à 3.500 fr.
	Terre limoneuse de la Brie	2.500 à 3.500 fr.
	Limons des plateaux des plaines du Nord et de l'Île de France	3.000 à 4.000 fr.
	Limons sur calcaires de la Beauce	4.000 et plus.
	Terres d'alluvions de la vallée de la Loire	4.000 à 5.000 fr.
Terres spéciales	Terres des polders	2.500 à 5.000 fr.
	Terres à choux-fleurs d'Angers	6.000 à 8.000 fr.
	Terres à asperges, artichauts et choux-fleurs de Bretagne	4.000 à 15.000 fr.
	Terres à roseaie de Seine-et-Marne	6.000 à 7.000 fr.
	Terres maraîchères des environs des villes	5.000 à 15.000 fr.
Prairies	Terres à culture florale, vers Antibes	10.000 à 20.000 fr.
	Prés marécageux (sans valeur de consommation	200 à 500 fr.
	Prés bas, humides, à foin médiocre	500 à 1.000 fr.
	Prés médiocres, peu productifs, à foin de qualité normale	1.000 à 1.500 fr.
	Prés ordinaires de diverses catégories	1.500 à 2.500 fr.
	Bons prés et prés d'embouche	3.000 à 5.000 fr.
	Prés supérieurs ou exceptionnellement bien situés	5.000 à 8.000 fr.

Depuis 1914, les dévaluations monétaires ont conduit aux coefficients de multiplication ci-après des prix précédents :

1,50 à 2 en 1922;
2 à 3 en 1930;
4 à 6 en 1940;
10 en 1942 et 15 même plus en 1943.

Bâtiments d'habitation et d'exploitation. — Lorsque l'on évalue séparément les prix des terres, il faut y ajouter, pour avoir le total des investissements, la valeur des bâtiments d'habitation et d'exploitation. Ces bâtiments ont été, pendant longtemps, sauf dans les pays de grande exploitation, très sommaires et très négligés. Comme avant 1850, le bétail de trait et de rente sauf les moutons et les porcs, était réduit, les écuries et les étables entraient pour une somme très faible, dans les investissements. Il n'en a pas été de même lorsque, après 1860, le gros bétail a progressivement augmenté.

En 1914, le prix d'une construction neuve des bâtiments d'habitation rurale était d'environ 90 francs le mètre carré il était du triple en 1924 et sextuple en 1934, dix fois plus élevé à la fin de 1940, et quinze fois à la fin de 1942. D'après M. Vignerot (1), si l'on prend pour unité le prix du mètre carré de corps de logis, on peut admettre à première approximation, les coefficients ci-après du prix par mètre carré :

des écuries, étables et bergeries	0,80
des remises et magasins	0,60
des dépendances diverses	0,54
des hangars	0,16

Il faut en moyenne une surface de bâtiments agricoles de 15 à 20 mètres carrés, à l'hectare cultivé, le chiffre inférieur s'appliquant aux grandes exploitations et le chiffre supérieur aux petites exploitations. On comptait à la fin de 1940, pour une ferme de 15 à 20 hectares, un coût de bâtiments neufs atteignant 12.000 francs l'hectare.

(1) Voir *Techniques et Architecture*, n° 11 et 12 de novembre-décembre 1942 consacré à la ferme.

Cheptel vivant, cheptel mort et fonds de roulement. — Il a été donné quelques estimations du capital d'exploitation (1). Vers 1880, ce capital aurait atteint :

100 à 150 francs par hectare dans un domaine dont le fermage aurait été de 40 à 50 francs par hectare;

400 à 500 francs pour des fermages de 100 hectares comme dans la Beauce et la Brie;

800 à 1.000 francs par hectare dans les grandes fermes du département du Nord. Pour la même époque, M. P.-C. Dubost énonçait (2) que dans le système de culture combiné de façon à produire de 30 à 40 % de valeurs animales, systèmes de culture qui sont de beaucoup les plus nombreux, le rapport du capital d'exploitation au produit brut est à peu près constant, quelle que soit l'élévation de la production. Selon l'estimation qu'il en fait, ce rapport serait très sensiblement égal aux six cinquièmes ou à 120 % du produit brut. Le mobilier de ménage représenterait un douzième du capital total du cultivateur; son matériel de culture, deux douzièmes; son bétail six douzièmes ou la moitié; ses provisions de ménage un douzième, et enfin, son fonds de roulement les deux derniers douzièmes. Ainsi, pour les domaines de la Brie, qui permettaient d'obtenir vers 1880, avec l'assolement triennal, un produit de 360 francs par hectare, et dont la rente représente 80 à 100 francs, le capital d'exploitation s'élèverait à 400 francs environ.

MM. Vezin et Vandamme (3) ont recueilli, de quelques exploitations rurales du département du Nord, les chiffres ci-après du capital foncier, du cheptel vif et du cheptel mort :

	Fermes exclusivement herbagères de la Thiérache de 20 hectares	Fermes ayant le minimum de bétail de la Flandre maritime de 20 hectares
Valeur des terres.	300.000 fr.	500.000 fr.
Bâtiments.	50.000 fr.	100.000 fr.
Capital foncier.	350.000 fr.	600.000 fr.
Cheptel vif.	77.000 fr.	33.000 fr.
Cheptel mort	13.000 fr.	43.000 fr.

§ 2. — DIRECTION TECHNIQUE ET COMMERCIALE DES ENTREPRISES AGRICOLES.

Lorsque l'on envisage la direction technique et commerciale des entreprises agricoles, il faut faire une distinction entre le domaine et l'exploitation, car un domaine peut comprendre des milliers d'hectares et ne relever cependant que de la moyenne culture, s'il est divisé en un grand nombre d'exploitations confiées à des fermiers ou à des métayers.

Temps néolithiques et âge de bronze. — A l'origine de l'agriculture, c'est-à-dire au début des temps néolithiques, les travaux de production agricole étaient assurés par le cultivateur et sa famille, et l'exploitation était en général individualiste; mais peu à peu la production s'organisa plus fortement et la famille prit une extension en ce sens que les frères mariés, souvent aussi des cousins mariés, vivaient ensemble et qu'ils étaient soumis à un chef qui était soit l'ancêtre commun, soit le frère ou cousin auquel il avait délégué son autorité.

Plus tard, lorsqu'il se produisit les migrations humaines des habitants de certaines contrées pauvres d'Europe vers certains sols fertiles de la Gaule, s'organisa sur le bord des cours d'eau et dans les clairières forestières une propriété communautaire avec jouissance individuelle, (le mot individuel étant pris dans le sens familial), qui aurait persisté pendant l'âge de bronze. On n'a pu, du moins à notre connaissance, établir les organismes qui réglaient la part individuelle de chaque famille et les conditions de jouissance des biens indivis.

Gaule celtique. — Dans la Gaule celtique c'est le chef guerrier, auquel étaient attribués les terres pour lui et ses hommes, qui assura la direction de l'exploitation; les domaines de ces chefs guerriers qui présentaient une certaine analogie avec les fiefs de la féodalité du Moyen Age, s'agrandirent peu à peu et devinrent par la suite, pour la plupart, des fundis gallo-romains.

Gaule romaine. — Nous avons déjà dit que les fundis de la Gaule romaine étaient divisés en trois parties : l'une, la villa qui servait d'habitation au maître, la seconde soumise à l'administration directe d'un régisseur la dirigeant et surveillant les esclaves, la troisième divisée en colonges dont la culture était laissée à cette catégorie d'esclaves en partie affranchie, que l'on appelait les esclaves chasés.

Haut Moyen Age. — Sous la royauté franque, les grands domaines subsistent mais les seigneurs n'exploitaient eux-mêmes, grâce aux corvées des serfs, qu'une réserve beaucoup moins grande que sous la domination romaine, car l'esclavage était en voie de régression.

Les domaines francs, transformés en seigneuries à la naissance de la féodalité, ne comportèrent d'abord que des réserves assez peu étendues et un terrain plus important divisé en tenures sous le nom de manses, mas, meix, maine; ces tenures constituaient l'unité de

(1) CONVERT, *Les entreprises agricoles*, Montpellier. Camille Coulet, pp. 1 à 21.

(2) Anatomie des systèmes de culture.

(3) *L'agriculture dans le département du Nord*, pp. 354 et 355.

culture (1). Les petites seigneuries étaient composées de 4 à 5 manses, les moyennes d'une douzaine et les grandes d'un nombre beaucoup plus élevé.

Bas Moyen Age. — Vers le milieu du XI^e siècle, ainsi que cela a été dit plus haut, par le double fait de la diminution du nombre de manses et par conséquent des corvées utilisables pour la culture de la réserve seigneuriale, celle-ci alla en diminuant, de telle sorte qu'aux XII^e, XIII^e, XIV^e siècles la plupart des seigneurs n'exploitaient eux-mêmes qu'une petite réserve pour l'entretien de leur table et leur basse-cour, et avaient réparti leurs fiefs en une foule de tenanciers. Seuls, les forêts et les pâturages restaient indivis sous la main directe du seigneur, mais soumis à des lois d'usages communs à tous les habitants du fief.

Renaissance. — A l'époque de la Renaissance ce n'est, comme l'a noté M. Roger Grand (2), qu'après le grand bouleversement social et économique provoqué par la Guerre de Cent Ans qu'on vit poindre la grande exploitation capitaliste recherchée, surtout dans la banlieue de Paris et des grandes villes, par la bourgeoisie enrichie aux trafics de la guerre ou par la noblesse de robe, qui l'une et l'autre ont acheté des fiefs comme emploi de leurs capitaux mobiliers et comme moyen d'avancement dans la hiérarchie sociale et dont l'esprit pratique ne se satisfait pas volontiers du rendement des vieilles redevances féodales fixes, sans cesse amenuisé par les dévaluations monétaires successives.

Ce mouvement, vers la grande culture patronale, qui commence dans la seconde moitié du XV^e siècle, à la faveur des reconstitutions des régions dévastées par la Guerre de Cent Ans, ira en s'accroissant, mais lentement d'abord. Sauf dans quelques coins de France, tel que le Parisien et la Brie, où la grande culture patronale existait partiellement, la presque totalité du sol français était divisé en tenures dont les tenanciers perpétuels faisaient valoir le sol comme de véritables propriétaires, sauf à acquitter les droits seigneuriaux. Mais les nouveaux seigneurs rompus aux affaires, cherchèrent à reconstituer les anciennes réserves seigneuriales et beaucoup d'entre eux réalisèrent un remembrement à leur profit en récupérant les terres des vilains, lorsque celles-ci étaient abandonnées pour raison de guerre ou tout autre, ou en profitant des fréquents besoins d'argent des paysans obligés de vendre leurs droits. C'est à ce moment-là que le système de la tenure perpétuelle reçoit sa plus forte atteinte, car les seigneurs qui avaient reconstitué leurs réserves se décidèrent rarement à l'exploitation directe et recoururent à la concession à terme, édulcorant le plus possible le fermage parce que ce mode de location lésait le bailleur en période de dévaluation monétaire; ils adoptaient le métayage presque toujours à moitié fruits; les baux de métayage n'excluant pas toujours le versement d'une somme fixe mais modeste, par le métayer. Lorsque la réserve avait une superficie importante, le seigneur la fractionnait en petites ou moyennes métairies pouvant être exploitées par une simple famille agricole sous la direction de son chef. Dans le Nord et l'Est, où le fermage était dans les habitudes régionales, le seigneur loua souvent son bien par grosses fermes à de riches cultivateurs marchands qui seront les prédécesseurs des grandes fermes qu'on trouve dans le Nord et l'Est de la France, ainsi qu'autour de Paris.

Règne de Louis XIV. — Sous le règne de Louis XIV un grand nombre de seigneurs avaient quitté leurs terres pour vivre à la Cour, et ils avaient dû prendre comme mandataires des hommes d'affaires auxquels ils cédèrent leurs droits moyennant le paiement d'une somme globale; ces mandataires prenaient les dispositions qui leur convenaient pour la gestion et l'administration des biens du seigneur; ils firent pour la plupart des opérations très lucratives et on les retrouve, après 1789, comme acquéreurs des biens nationaux.

XIX^e et XX^e siècles. — La direction technique et commerciale de plusieurs entreprises agricoles par un même gestionnaire, se retrouve, aux XIX^e et XX^e siècles, chez ceux que l'on a appelé les fermiers généraux; ces personnes avisées peuvent être comparées au directeur d'une société industrielle qui administre des biens ne lui appartenant pas. Ces fermiers généraux, dont les abus commis par certains furent tels qu'en 1910 on avait demandé au Parlement leur suppression, réunissaient, dans de bonnes conditions de fermage, une dizaine de domaines même quelquefois plus, qu'ils répartissaient entre des métayers choisis par eux. Ainsi que le fait remarquer M. Perroux (3), ces personnes n'étaient que très rarement des exploitants agricoles; ils étaient parfois commerçants en grains ou en bestiaux et quelquefois même, des capitalistes. Si ces fermiers généraux s'étaient bornés à une direction technique et commerciale des exploitations, conforme à leurs intérêts personnels, ainsi qu'à ceux des propriétaires des domaines et des exploitants, il n'y aurait eu là qu'une chose très naturelle, mais on a reproché à plusieurs d'entre eux de joindre aux gains normaux, des gains de spéculation et de fraude accomplis dans l'achat des matières premières pour l'ensemble de leurs exploitations, ou dans la vente des marchandises. La proposition, faite en 1910, de leur suppression ne fut pas votée, mais depuis ce moment-là, comme leurs manœuvres ont été connues, il y a eu pour ainsi dire un certain assainissement réalisé; on rencontre toutefois encore dans certains départements, notamment dans l'Allier, plusieurs fermiers généraux, dont l'honorabilité ne saurait être mise en doute.

¹ (1) D'après M. ROUNDEL (*La Campagne française*, p. 365) l'étendue des manses ne s'abaissait jamais au-dessous de 6 hectares, minimum nécessaire pour nourrir son homme, et ne semble jamais avoir dépassé 18 hectares; l'étendue des champs était dans le domaine de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés le double de celle des prés.

(2) La structure agricole de la France. *Vie industrielle* du 7 avril 1942.

(3) *Cours d'économie politique*, t. II, p. 65.

Si le fermier d'une exploitation agricole moyenne ou petite est lui-même directeur technique et commercial de son exploitation, il n'en est pas de même des métayers, dont les conditions du métayage ont fait l'objet de conventions entre lui et le propriétaire, ou avec le fermier général représentant le propriétaire.

Dans le métayage que certains juristes considèrent comme un contrat, mais qui se rapproche plutôt d'une forme d'association, le bailleur reste théoriquement le chef de l'exploitation du fait que le droit lui est donné de régler les assolements, de choisir les semences et les engrais, de décider de l'orientation à donner aux exploitations zootechniques, de présider aux achats et aux ventes et de faire la répartition des travaux, mais en fait la direction de l'exploitation est la plupart du temps assumée par le métayer qui en rend plus ou moins compte au propriétaire.

Dans les grandes fermes, le propriétaire faisant valoir ou le fermier, tout en surveillant l'ensemble, se consacre surtout aux opérations commerciales (achat de matières premières et de matériel, vente du produit animal et végétal). Dès que les surfaces cultivées dépassent une centaine d'hectares, il y a un contre-maître.

Dans les très grandes exploitations dont la superficie (bois non compris) dépasse 200 hectares, le fermier a en général comme collaborateurs immédiats trois chefs de service : 1° le chef de service de la cour, qui a dans ses attributions les animaux de trait, le bétail et aussi les réparations et le bon entretien du matériel; 2° le chef de culture, qui est soit un spécialiste en agronomie, soit un praticien averti, et qui s'occupe de la production végétale; 3° un chef du personnel qui a dans ses attributions le recrutement de la main-d'œuvre et son utilisation.

Dans les grands vignobles du Bordelais, le propriétaire ne fait pas en général valoir lui-même son domaine. Il s'en remet, pour la viticulture et la vinification, à un régisseur que l'on appelle « l'homme d'affaires » et qui a sous sa direction les domestiques permanents : bouvier, charretier, laboureur, et aussi les « prix faiseurs » variété de domestiques qui s'obligent à effectuer avec leur famille en temps voulu sur une surface d'environ 3 hectares à tailler la vigne, ramasser les sarments, planter les échelas, attacher les pampres, nettoyer les cailloux après labour. Le soin des vins en foudre comporte toute une technique, que pratique, sous la direction du maître de chai, tout un personnel de tonneliers, en entendant par ceux-ci non seulement les ouvriers spécialisés dans la construction et la réparation des futailles, mais aussi les ouvriers de chai employés aux multiples opérations que subit le vin entre la sortie du pressoir et la mise en bouteilles (1).

§ 3. — PERSONNEL D'EXÉCUTION.

Au début de l'agriculture, la collaboration familiale ou tribale assurait l'exécution des travaux, mais, dès que les luttes entre tribus ou pays se développèrent du fait de l'ambition ou de la cupidité, il s'ensuivit une férocité des vainqueurs envers les vaincus et l'emploi de ceux-ci comme esclaves.

Travailleurs agricoles de la Gaule néolithique. — Dans les millénaires paisibles des temps néolithiques, c'étaient les membres de chaque famille qui cultivaient le bien isolé leur appartenant. Mais lorsque des migrations se produisirent et que d'autres Européens et même des Asiatiques durent occuper certaines parties de la Gaule, il y eut, comme nous l'avons déjà dit, un régime de propriété collective des lieux de pâturage avec une jouissance individuelle des terres à cultiver; l'unité individuelle était constituée par la famille.

Travailleurs demi-libres et non libres de la Gaule celtique. — Avec les invasions fréquentes et la vie sur les mêmes terrains des vainqueurs et des vaincus, les guerriers victorieux sont considérés comme des hommes libres tandis que les autres sont soumis à un esclavage plus ou moins dur; aussi, les travailleurs du sol se subdivisent en demi-libres et en non libres; les demi-libres sont ceux qui assurent leur vie par leur travail et conservent une certaine liberté, par le service armé auquel ils s'astreignent, tandis que les non libres s'occupent exclusivement de la culture des champs.

Esclaves et colons de la Gaule romaine. — Sous la domination romaine, ce sont les esclaves qui constituent la presque totalité de la main-d'œuvre des « fundis », certains de ces esclaves travaillaient comme domestiques dans la partie du domaine réservée au maître, et les autres étaient des esclaves chasés auxquels était attribué un lot propre dont ils avaient une véritable jouissance. L'esclave est l'homme vaincu à la guerre et lui, comme ses descendants, n'a en principe aucun droit, mais la générosité du maître peut le faire sortir de l'esclavage par l'affranchissement; l'affranchi doit encore des prestations en argent et des services à son ancien maître, mais ses enfants sont tout à fait libres. L'esclavage donnait des résultats médiocres car le travail appliqué à la terre est difficile à surveiller et peu productif quand il n'est pas stimulé par l'intérêt personnel; aussi le remplace-t-on peu à peu par le colonat, c'est-à-dire le découpage en petites exploitations comprenant une maison, un verger et quelques champs, et confiées chacune à une famille de colons.

A l'époque franque, comme vers la fin de la domination romaine, si les esclaves domestiques sont dans l'entière dépendance du maître, la différence est petite entre la situation

(1) Voir pour plus de détails la *Géographie du Midi aquitain*, par Paul ARQUÉ, p. 221 à 229.

des esclaves chasés et les colons. Lorsque les esclaves se raréfient, on y supplée par des corvées imposées au tenancier du terrain concédé. L'esclavage fait d'ailleurs de plus en plus place au servage dont la condition est, malgré tout, meilleure.

Serfs de la féodalité au Haut Moyen Age. — Sous la féodalité, tandis que les vassaux devront aider, comme hommes de guerre, le seigneur à se défendre s'il est attaqué, ou à attaquer s'il veut se prémunir contre les dangers d'une attaque, il y a dans l'intérieur du fief sous l'autorité du seigneur et de ses vassaux, les travailleurs ruraux attachés à la glèbe qui ne sont pas hommes de guerre et qui sont dénommés serfs; il y a d'ailleurs des serfs qui possèdent d'autres serfs, travaillant sous leurs ordres.

Une des sources du servage est l'hérédité, car les enfants de serfs naissent serfs; mais cette source aurait été bientôt tarie du fait que les affranchissements furent assez nombreux et que la mortalité chez les serfs était assez grande. Aussi le recrutement des serfs se fait par les donations personnelles aux seigneuries ecclésiastiques, et, surtout à la suite de délits commis par des hommes libres; les délits dont il s'agit sont notamment les vols dont les auteurs ne peuvent pas restituer la valeur, les incendies dont les dommages ne sont pas couverts par les responsables.

Amélioration de la situation des serfs du Bas Moyen Age. — La situation des serfs s'est améliorée à partir du XI^e siècle, et le serf du XII^e siècle n'a plus, d'après M. André Deléage (1) que le nom de commun avec le serf du IX^e, car le second pouvait toujours être réclamé par le seigneur, tandis que le premier ne devait qu'un temps déterminé au seigneur. Dans le siècle qui a précédé la Guerre de Cent Ans, il y eut un grand mouvement d'affranchissement des serfs par la réduction des charges auxquelles ils étaient soumis et aussi par des chartes qui règlèrent les rapports entre seigneurs et serfs. A partir de 1250, apparaissent, dans la région parisienne, des affranchissements collectifs de serfs, et un peu plus tard, le servage va être de plus en plus réduit pour ne subsister jusqu'à la Révolution, que dans quelques contrées : en Champagne, en Nivernais, dans le Velay.

Laboureurs et journaliers du XVI^e siècle. — Au XVI^e siècle, d'après MM. Henri See et A. Rebillon (2) la population paysanne se répartit en deux classes : le laboureur et le journalier : les laboureurs vivent sur leur tenure à condition que cette tenure compte quelques hectares; les journaliers ne semblent pas avoir été très nombreux; c'est que la plupart des exploitations agricoles n'ont pas besoin de recourir aux bras étrangers, car les fermes sont petites et les familles nombreuses; les journaliers sont médiocrement payés, mais beaucoup d'entre eux possèdent quelques pièces de terre et au moins une maison et un jardin et se livrent à quelque occupation accessoire comme le tissage du lin ou de la laine.

Période contemporaine. — Après la Révolution, le personnel d'exécution des travaux agricoles comprend outre le chef d'exploitation des petites entreprises qui y collaborent :

- 1^o Les membres de la famille;
- 2^o Des domestiques à gage, valets et servantes, qui reçoivent un salaire, qui sont logés, nourris dans l'exploitation, et qui ont longtemps reçu des prestations en nature;
- 3^o Des journaliers qui sont très souvent d'anciens domestiques et qui, après leur mariage, veulent vivre en famille.

Une catégorie particulière et intermédiaire entre le domestique à gages et les journaliers indépendants est représentée, au cours du XIX^e siècle, par le manouvrier, appelé dans quelques pays bordier ou locaturier, auquel l'exploitant de la ferme grande ou moyenne a donné en location une petite habitation (manœuvrerie, borde ou locature) et quelques champs.

Ce travailleur agricole donne au fermier tout son temps sauf les quelques journées qui lui sont nécessaires pour faire sa petite culture avec les animaux de trait et le matériel de l'exploitation de son patron. Sa femme élève un nombre restreint de grosses têtes de bétail : une vache laitière, une truie et une basse-cour assez importante. Le mode de travail qui vient d'être indiqué avait l'avantage d'assurer entre maître et domestiques la permanence des engagements; malheureusement, l'attrait vers les villes l'a désorganisé.

Importance de la main-d'œuvre agricole. — Voici maintenant les statistiques établies à l'occasion des grandes enquêtes agricoles, et desquelles on peut déduire les évolutions de la main-d'œuvre rurale du milieu du XVII^e siècle à 1929.

	EN 1862	EN 1882	EN 1892	EN 1929
Journaliers	2.003.744	1.480.687	1.210.081	1.153.406
Domestiques agricoles.	2.095.777	1.945.251	1.832.174	927.822
	4.099.521	3.425.938	3.042.255	2.081.228

Il a dû y avoir encore une diminution depuis 1929 résultant du recrutement fait dans la campagne pour l'application de la semaine de quarante heures dans l'industrie et les trans-

(1) *Petite histoire de la paysannerie française*, p. 29.

(2) *Le XVI^e siècle*. Paris 1934, Les Presses Universitaires.

ports. Aussi peut-on admettre que dans l'espace de quatre-vingts ans le nombre de journaliers et de domestiques agricoles a diminué de plus de moitié.

L'importance de la main-d'œuvre agricole varie selon la nature des exploitations agricoles et leur situation territoriale; plusieurs chiffres sont donnés dans les monographies de région, de département ou de terroirs; on peut aussi recourir à l'observation directe. C'est ainsi que dans une ferme de Touraine pratiquant la polyculture sur le limon du plateau, nous avons relevé, pour l'exploitation de 75 hectares, que dirige son propriétaire, ancien élève de l'École d'Agriculture de Rennes : un maître-domestique et sa femme; un premier charretier qui est le chef d'équipe des travaux de culture; un second charretier; un domestique; une servante qui s'occupe plus spécialement, avec la femme du maître-domestique, de la vacherie et de la basse-cour; un berger du troupeau de moutons. Il est aussi employé dans ladite ferme, un journalier pendant les quatre mois de gros travaux. A la place de la servante, on avait, voilà quelques années, un ménage qui s'occupait surtout de la vacherie, mais la pénurie de main-d'œuvre a obligé le chef d'exploitation à ne pas recourir au vacher, en allégeant par le parcage des vaches, le service qu'exige la surveillance du bétail.

Sur l'importance, vers 1937, de la main-d'œuvre par catégorie d'exploitants dans le Nord de la France, des précisions intéressantes sont fournies par MM. Ch. Vezin et P. Vandamme (1), dans le Cambrésis et dans la Flandre maritime, région de culture intensive et de grandes fermes, il y a comme personnel autre que le chef d'exploitation : 24 travailleurs agricoles pour 100 hectares alors que dans la région d'herbages comme la Thiérache, il n'y en a que 16 et dans la région de la Scarpe de culture extensive, il y en a 21. D'après les mêmes ingénieurs agronomes, la culture du tabac dans la région de Lille, exigeait 221 journées par hectare, les travaux du sol et les transports pour la chicorée 31,5 journées d'homme et 50,5 journées de cheval, et la culture marâchère 3 personnes par hectare.

Mouvement des salaires agricoles. — Dans la communication qu'a faite M. Jean Chevalier au Comité National de l'Organisation française en octobre 1942, sur l'évolution de la notion des salaires, un graphique met en évidence les mouvements des salaires réels en France, du journalier agricole depuis l'an 1200 jusqu'en 1900. D'après ce graphique, les indices de salaires réels ont oscillé dans la période précédant la guerre de Cent Ans, entre 70 en 1215 et 78 en 1343, avec un maximum représenté par l'indice 77 en 1237 et un minimum représenté par l'indice 67 en 1312. Au cours de la Guerre de Cent Ans, les salaires ont diminué et leur indice de 78 en 1362 est tombé à 60 en 1437. Le salaire du journalier non nourri ne s'écarterait guère du double du salaire du journalier nourri.

Le salaire réel des journaliers agricoles français ont, d'après les calculs de M. Jean Chevalier, subi pendant les trois siècles des temps modernes, les fluctuations caractérisées par les nombres proportionnels suivants :

En 1462.	108
En 1587.	46
En 1610.	54
En 1638.	46
En 1688.	63
En 1713.	52
En 1763.	54
En 1789.	42

La liberté du travail, octroyée par la Révolution, ne profita pas, de prime abord, aux ouvriers : en 1815, les salaires et les prix se retrouvent à moitié au-dessus de leur taux d'avant la Révolution, de sorte que la capacité d'achat du salarié n'a pas changé.

L'agriculture ne résiste pas aux inquiétudes que causa la Révolution de 1848. A la chute du Gouvernement de juillet, la confiance disparaît; on néglige les champs, on s'en défait à tout prix, ainsi que le constate l'enquête agricole. La propriété foncière se déprécie et l'ouvrier agricole voit ses salaires retomber au taux de 1815. M. Convert indique les salaires ci-après pour les ouvriers agricoles de la région de Montpellier :

	SAISON d'hiver	SAISON des grands travaux	ÉPOQUE des vendanges
De 1848 à 1852	1 fr. 50	1 fr. 75	2 fr. »
De 1852 à 1859	1 fr. 75	2 fr. »	2 fr. »

Le taux de 1 fr. 75, 2 francs et 2 francs étaient ceux de la période 1843-1847. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les capitaux s'accroissent en nouveaux moyens

(1) *L'agriculture dans le département du Nord*, p. 327 à 332.

de production qui multiplient les richesses par le monde, et les masses ouvrières sont finalement appelées à bénéficier de ces richesses rendues plus accessibles à tous. La hausse des salaires crée les nouvelles couches de consommateurs sans lesquelles l'industrie se ruinerait faute de pouvoir écouler le trop-plein de sa production. De 1850 à 1900, les salaires doublent, tandis que le coût de la vie n'augmente que de 10 %; le salaire retrouve son niveau du temps de Saint-Louis. De 1900 à 1939, il progresse encore, s'élevant de l'indice 67 en 1890 à l'indice 100 en 1939.

Pendant les cent dernières années, les salaires, pendant la période des travaux dans une région de polyculture du centre de la France, ont été les suivants. A ces salaires en argent, s'ajoutait la nourriture.

Années	Salaires quotidiens
1847	0 fr. 75 par jour et nourri
1859	1 10 —
1884	1 80 —
1888	2 00 —
1908	3 50 —
1910	3 60 —
1914	4 00 —
1917	4 50 —
1918	5 30 —
1920	12 00 —
1924	15 00 —
1928	17 00 —
1933	15 00 —
1936	18 00 —
1938	22 00 —
1942	40 00 —

Les salaires agricoles n'étaient pas les mêmes dans toutes les régions de France, mais le coefficient de multiplication variait peu, et l'on peut, sans erreur sensible, admettre que les salaires agricoles avaient quintuplé entre 1847 et 1914 et qu'en 1942 ces salaires étaient dix fois plus forts qu'en 1914, et en 1943, au moins quinze fois.

§ 4. — PRODUIT BRUT ET PRODUIT NET DE L'AGRICULTURE.

Les chiffres suivants ont été donnés pour le produit brut et le produit net de l'agriculture française :

Années	Produit brut	Produit net (rente du sol et bénéfice de l'exploitant)
1789 . .	2,500 milliards (d'après de Lavergne)	850 millions (d'après de Lavergne).
1815 . .	3 milliards (d'après de Lavergne)	1,200 millions.
1859 . .	5 milliards (d'après de Lavergne)	2 milliards.
1895 . .	10 milliards (d'après Daniel Zolla)	3,500 millions.
1929 . .		45 milliards.
1932 . .	58 milliards (d'après Fr. Lemaire)	26,500 millions (d'après Fr. Lemaire).
1934 . .		17 milliards.

La répartition du produit brut moyen par hectare de 50 francs en 1789, 60 francs en 1815 et 100 francs en 1859, serait, d'après M. Léonce de Lavergne, la suivante :

	1789	1815	1859
Rente du propriétaire	12 fr.	18 fr.	30 fr.
Bénéfice de l'exploitant.	5	6	10
Frais accessoires.	1	2	5
Impôts fonciers et dîmes	7	4	5
Salaires.	25	30	50
Total.	50 fr.	60 fr.	100 fr.

Depuis 1859, des modifications importantes se sont produites dans la répartition du produit brut et l'on peut admettre que, depuis le début du xx^e siècle, il y a égalité pour la rente du propriétaire et le bénéfice de l'exploitant et que les salaires représentent près de 60 % du produit brut.

PERSPECTIVES D'AVENIR DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE MÉTROPOLITAINE

De même qu'un ciel nuageux ne permet de prévoir sûrement pour le lendemain, les travaux à faire dans une exploitation agricole, de même les incertitudes politiques de l'heure actuelle ne permettent que très difficilement de formuler les perspectives d'avenir de l'agriculture française. Mais quelles que soient les conditions de la paix, il faudra relever les ruines accumulées, et, dans ce but, un travail intense sera indispensable. Il faudra, pour une période assez longue, abandonner dans l'industrie les transports et le commerce, non seulement la semaine de quarante heures, mais encore la journée de huit heures et revenir aux dispositions de la loi du 30 juillet 1900, qui édictait la journée de dix heures. Ce retour au passé présentera d'ailleurs l'avantage d'atténuer l'inégalité flagrante qui existe entre la réglementation des travaux en usine et en magasin, et la durée non réglementée du travail agricole qui atteint, par les chaudes journées d'été, jusqu'à quatorze heures de travail effectif. Cette mesure ne sera qu'une des dispositions ayant pour but de conjurer un exode des campagnes vers les villes. Pour le moment, il faut constater, qu'après une politique de facilité commencée à la fin du XIX^e siècle et amplifiée pendant la période 1919-1939, l'agriculture française souffre d'un mal organique profond dont on peut énumérer les principaux effets morbides :

1° Accroissement de la superficie des terrains en friche qui se sont élevés à 3.800.000 hectares en 1913, à 5.400.000 en 1932, et à 5.700.000 en 1937;

2° Abandon presque complet de la culture des plantes textiles (lin et chanvre) et de la culture des plantes oléagineuses;

3° Importation coûteuse de légumes et de fruits alors qu'avant 1914, nous étions exportateurs de ces produits;

4° Marasme de la sériciculture;

5° Arrachage ou abatage non suivi de replantation d'un grand nombre de noyers et d'oliviers;

6° Diminution du matériel ligneux des forêts privées et insuffisance des reboisements compensant les pertes de bois par incendie ou par exploitation abusive;

7° Infériorité par rapport à quelques autres pays, des rendements en blés, en betteraves sucrières et en pommes de terre;

8° Insuffisance des traitements évitant les attaques des insectes et des maladies cryptogamiques;

9° Décadence de la production des animaux de basse-cour;

10° Diminution de la transhumance des moutons.

Le problème le plus urgent à résoudre est celui d'une main-d'œuvre supplémentaire pour les époques de suractivité du moment des récoltes et d'une main-d'œuvre qualifiée, suffisante et stable en tout temps. Ce problème résolu, il faudra que le cultivateur et l'éleveur, guidés par le Ministre, la Corporation et par les Chambres d'Agriculture, abordent les productions végétales et animales qui conviennent le mieux à chaque terrain et qui répondent aux besoins des consommateurs. Une troisième série de mesures consistera dans une lutte intelligente et obligatoire contre les ennemis des cultures et les épizooties.

Les méthodes pédagogiques de l'enseignement agricole à donner aux fils de cultivateurs, ont été esquissées par des hommes qui connaissaient bien les enfants des terroirs français, le Dr Emmanuel Labat et M. Lucien Gachon, le premier dans son livre : « L'Ame paysanne », le second dans sa brochure de la Bibliothèque du Peuple : « Les Écoles du paysan », ces deux traités sont de véritables bréviaires pour tous ceux qui ont la délicate mission d'éduquer et d'enseigner les jeunes ruraux. Il ne faut pas oublier aussi cet axiome de M. Jacques Bujault « que l'agriculture est une science de localité ».

L'enseignement agricole doit être donné « par les champs et pour les champs », enseignement d'autant plus facile qu'il est concret et qu'il s'adresse à des enfants quelque peu initiés.

Parmi les améliorations foncières à généraliser, il y a notamment :

1° L'assainissement des terres imperméables par l'évacuation, grâce à des fossés judicieusement établis et entretenus, des eaux qui, séjournant à la surface du sol, empêchent, lorsque les automnes sont trop pluvieux, de faire les ensemencements de céréales;

2° Le chaulage des terres dans lesquelles la teneur en calcaire est nulle ou insuffisante, non plus par des apports de chaux massifs tous les trente ans, mais par apports plus fréquents et à petite dose, de 4.000 à 5.000 kilos à l'hectare tous les quatre ou cinq ans, et à condition que, pour ne pas diminuer la fertilité ultérieure du sol le chaulage soit accompagné d'un apport d'engrais;

3° La restauration de l'habitat rural par l'utilisation des avantages des lois des 21 novembre 1940, 17 avril 1941 et 15 mai 1941, et l'affectation aux travaux à faire pour les bâtiments d'habitation et d'exploitations des ressources monétaires dont disposent actuellement un très grand nombre de cultivateurs.

Les pratiques culturales doivent s'inspirer des progrès de la science agronomique et des bonnes méthodes que quelques agriculteurs ont expérimentées, méthodes dont nous n'énumérons que les plus importantes : valorisation du fumier par l'arrosage du tas au moyen du purin recueilli dans une fosse à purin et son enfouissement aussitôt après sa mise en tas dans les champs; déchaumage des terres ayant porté des céréales (et aussitôt après l'en-

lèvement de celles-ci) avec le pulvérisateur à disque, si la terre n'est pas trop sèche, ou avec les extirpateurs dans les autres cas; traitement des semences de blé contre la carie, de préférence avec les poudres cupriques; destruction des mauvaises herbes par la sylvinite ou la cyanamide en poudre, ou par des pulvérisations de solutions aqueuses d'acide sulfurique; sélection des plants de pommes de terre et emploi de clayettes pour faire verdier et germer les plants sélectionnés de façon à avancer leur levée ultérieure; préservation des arbres fruitiers par le traitement d'hiver à l'huile d'anthracène et de printemps, avec les bouillies bordelaises à l'arséniate, etc.

La production animale peut aussi être augmentée sans qu'il soit nécessaire d'accroître, au détriment d'autres cultures indispensables, les surfaces des herbages et des prairies, à condition d'épandre sur les prairies, en hiver, des scories de déphosphoration et d'éviter que les ruisseaux qu'elles bordent ne les inondent pas une partie de l'année; il faudrait aussi étendre la culture des topinambours qui est une excellente nourriture pour tous les animaux, et avoir toute l'année des aliments verts qui ont l'avantage de maintenir les animaux en bonne santé et d'accroître la production laitière.

Plusieurs exploitations rurales devraient se préoccuper du retour à l'élevage du mouton, lequel n'est pas incompatible avec l'existence d'un troupeau de vaches laitières. Il existe encore autour de beaucoup de fermes des pelouses importantes et de nombreux chemins de terre qui permettent, par l'herbe qui pousse sur leurs côtés, le pacage toute l'année. En outre, l'assolement, comportant l'avoine après le trèfle, facilite la nourriture des moutons pendant les huit mois de l'année compris entre août et mars. De plus, une culture de minette faite dans l'avoine de l'année précédente, permettrait de nourrir le troupeau en mai et juin, avant le pacage sur chaume de céréales. Enfin, on pourrait prévoir une culture de vesce d'hiver, ensemencée fin septembre, et qui, coupée en vert l'année suivante, fournirait la nourriture complémentaire de celle des chemins et pelouses aux ovins.

La production porcine peut aussi être augmentée par la culture de la pomme de terre dans les jachères et les demi-jachères. Car la pomme de terre, additionnée de farine et de petit-lait, fournit une ration nutritive équilibrée.

Contrairement à l'usage, répandu dans les fermes, de laisser divaguer les volailles, il faudrait, afin d'obtenir une production plus importante d'œufs et éviter la destruction des poules par les renards et les corbeaux, ainsi que des déprédations des œufs par les pies, placer les volailles (sauf les coqs et les poules reproductrices) en enclos et faire rentrer toutes les volailles la nuit dans des locaux surélevés et grillagés. Dans le pays où se trouvent des prairies humides, on devrait renforcer l'élevage du canard indien en ne le laissant sortir le matin qu'après 10 heures, c'est-à-dire après la ponte et le faisant rentrer l'après-midi vers 17 heures par l'appât d'une pâtée.

Une question dont la solution est des plus importantes pour la vie rurale, est celle des prix de vente par le producteur des marchandises végétales et animales qu'il obtient. Le problème doit être examiné sous deux faces : la technique de la vente, la formation des prix.

La technique de la vente, bien que trop souvent négligée, repose sur les deux principes suivants dégagés par M. Augé-Laribé (1) :

1° Pour bien vendre, les agriculteurs doivent connaître exactement ce que désirent leurs acheteurs et s'efforcer de leur donner satisfaction;

2° Pour bien vendre, c'est-à-dire pour vendre facilement, sans discussion inutile, producteurs et acheteurs doivent se mettre d'accord sur la définition des produits.

En ce qui concerne les prix sur les marchés des produits agricoles, doit-on attendre leur formation de la concurrence nationale ou internationale, celle-ci régularisée par des droits de douane compensateurs, ou doit-on les fixer comme cela a lieu, depuis une dizaine d'années, pour le blé? Nous ne nous occupons pas ici des prix maxima qui ont été édictés pour que les classes les moins favorisées de la nation conservent, dans la limite des marchandises disponibles, le standard de vie le moins pénible possible, mais qui de tout temps ont donné lieu à un important marché noir. Nous ne considérerons que les prix minima, c'est-à-dire les prix qui ont pour but d'assurer aux producteurs ayant un excédent de stock, une rémunération suffisante pour couvrir ses frais de production et avoir un bénéfice normal. L'objectif d'éviter que l'agriculteur ne vende à perte, est louable, mais n'y a-t-il pas à craindre, comme le signale M. Max Cluseau (2), qu'en dépit des efforts publics et privés, un déséquilibre persiste sous forme de stocks invendus, entraînant des pertes de richesses jusqu'au jour où des facteurs externes à l'intervention, viennent faire coïncider prix d'équilibre et prix taxés. La taxation arbitraire d'un produit ne peut être établie sans entraîner aussitôt des répercussions sur le marché des autres produits; d'où la nécessité d'étendre la taxation, comme on l'a fait lorsqu'il s'est agi du blé, en fixant le prix minima des autres céréales. Une autre difficulté de la taxation des produits agricoles, c'est que sauf en monoculture (vigne par exemple), il n'y a pas possibilité d'établir un coût de production; pour les céréales il est presque impossible d'établir un prix de revient, car les frais qu'occasionnent leur culture sont très difficiles à discriminer d'avec les frais correspondant aux autres plantes de l'assolement; en outre, dans une très forte majorité d'entreprises agricoles, on réalise

(1) *Pour bien vendre les produits agricoles*, Bibliothèque du peuple, Paris 1942. Presses Universitaires de France.

(2) *Taxation, rationnement et science économique*. Paris 1943. Librairie de Médecis.

la production animale en même temps que les productions végétales et ces deux productions se cèdent mutuellement des fumiers, de la paille, des fourrages et des plantes-racines. D'où la récrimination sur les prix fixés par voie d'autorité de bon nombre d'intéressés. Cette difficulté d'établissement des coûts de production, rend aussi illusoire, mais à un moindre degré, l'avantage des droits de douane établis de telle façon que les producteurs français puissent arriver sur le marché national à des conditions égales à celles de leurs concurrents; l'application de ce principe par la loi douanière du 21 janvier 1892 a malgré tout atténué la crise qui frappait les agriculteurs français du fait de l'importation massive des blés étrangers. Peut-être, arrivera-t-on à une solution efficace en intervenant, comme on l'a fait dans d'autres pays, sur les deux facteurs de la formation des prix : l'offre et la demande. Sans se prononcer sur la valeur respective des réglementations directes ou indirectes des prix des produits agricoles, on peut retenir comme bases d'une politique qui permette d'exploiter rationnellement le sol français, les idées exposées par M. Paul Razous dans la *Vie Industrielle* du 15 novembre 1943 :

« Un protectionnisme mesuré mettant l'agriculture nationale à l'abri de la concurrence des pays neufs, sans élever démesurément ses prix pour ne pas entraver l'exportation. Avant tout, peut-être, une éducation technique et un équipement matériel assurant la diminution des prix de revient, et une politique des prix garantissant au producteur une fixité relative et un niveau suffisant de ses revenus. Une œuvre enfin d'éducation nationale qui transforme l'âme de la nation et des mesures politiques protégeant la famille et les biens ruraux. »

Paul RAZOUS.

DISCUSSION

M. René PUPIN pense que si l'on a souvent tenté de comparer les salaires de l'agriculture à ceux de l'industrie — ou les bénéfices de l'une et de l'autre — c'est là une opération délicate, notamment pour les raisons suivantes :

1° Les exploitations agricoles vivent sur la propriété et distribuent des salaires en nature qui possèdent, aujourd'hui surtout, une valeur très appréciable;

2° Les chefs d'industrie paient, en réalité, deux sortes de salaire : celui de la main-d'œuvre, et ce qu'on peut appeler le salaire de la machine (auxiliaire de l'ouvrier salarié) qui ne cesse de croître avec le développement de matériels fort coûteux, dont l'amortissement — conséquence du progrès technique — se fait de plus en plus rapide. A beaucoup près, l'outillage agricole ne suit pas cette marche ascendante et n'exige pas de semblables prélèvements annuels.

M. André VÈNE a suivi, avec un vif intérêt, le bel exposé, si soigneusement documenté, de M. Razous. Il n'a pas été surpris de constater que cette synthèse, partant de temps si éloignés, aboutissait à des conclusions très actuelles et très justes. En proposant, avec une particulière netteté, des mesures en faveur des journaliers agricoles, M. Razous a souligné le problème essentiel.

Des recherches récentes ont montré que la situation des chefs d'exploitation agricole, propriétaires ou non, a été relativement stable en France dans tout le cours de l'ancien régime. A aucune époque, l'on n'a constaté dans notre pays de mouvement d'éviction des petits cultivateurs, comparables à ceux qui, au XVI^e et au XVIII^e siècles, ont transformé la structure économique de l'Angleterre. Mais le sort fait aux journaliers agricoles a été, au contraire, d'une extrême précarité. A toutes les périodes de notre histoire, les journaliers agricoles ont formé la classe la moins favorisée de la population française. Leur misère, qui a été à l'origine de troubles nombreux, a été aussi la cause dominante de l'exode rural.

En renforçant grandement la prospérité des exploitants agricoles, l'évolution de ces dernières années a diminué encore l'espoir que les journaliers pouvaient concevoir d'accéder sur place à une situation meilleure et plus indépendante. Si l'on veut éviter un nouveau dépeuplement des campagnes, il est extrêmement important que les programmes de colonisation agricole de la métropole, actuellement à l'étude, remédient à cette situation. De toutes les solutions, celle des locatures, préconisée par M. Razous, paraît être l'une des plus intéressantes et des plus pratiques.

M. LUC-VERBON. — Notre collègue et ancien Président M. Razous a exposé avec une lumineuse clarté, comme il a coutume de le faire, la question de « l'évolution de la production agricole en France, à travers l'histoire » et il a mérité nos chaleureuses félicitations.

Au cours de sa magistrale communication, M. Razous a exprimé un vœu en faveur de la restauration, dans les campagnes françaises, des anciennes locatures ou manœuvres. On sait que cette institution était parvenue, dans le passé, à donner aux populations agricoles toute la stabilité désirable, elle contribuerait efficacement, dans l'avenir, à la prospérité économique et à la paix sociale. Elle associerait harmonieusement la polyculture à la monoculture, résoudrait le problème des loisirs de la façon la plus avantageuse, puisqu'elle les rendrait productifs.

Notre éminent collègue M. Fréchet a proposé d'orienter désormais nos travaux vers les problèmes de l'après-guerre et nous avons tous approuvé cette proposition.

La restauration des locatures qui, à notre avis, constitue l'un des meilleurs moyens de

redressement de l'agriculture française mériterait d'être inscrite au programme de nos travaux.

M. Ed. MICHEL. — Non seulement, il y a lieu de remercier M. Razous de son intéressante communication mais, à notre avis, il faut souligner un de ses commentaires où il prouve que tout travail historique ou statistique en matière agricole doit être régional. Nous avons toujours soutenu cette thèse que les statistiques, les mesures législatives, les questions immobilières, devaient être traitées dans le cadre de la région naturelle et nous sommes heureux de constater, à ce sujet, notre accord avec le conférencier, aussi nous exprimons l'espoir de voir le ministre de l'Agriculture se décider lui aussi à adopter cette méthode de travail.

M. BOUR demande quelle est la proportion des exploitations de plus de 100 hectares.

M. Ed. MICHEL ajoute qu'à l'heure actuelle une grave question se pose : en raison des exagérations des prix de vente des propriétés rurales, l'Administration de l'Enregistrement, dans certaines régions, exige pour les déclarations de succession des valeurs du même ordre ; or, comme ces valeurs ne sont que momentanées, c'est la ruine certaine pour le propriétaire paysan ; il faudrait, dans cette période troublée et anormale, adopter des prix-limites par région naturelle en tenant compte des trois éléments d'importance des exploitations (grandes, moyennes et petites).

M. Paul RAZOUS dit qu'il est tout à fait d'accord avec M. René PUPIN sur sa remarque fort juste, que le domestique agricole, par la nourriture et le logement dont il bénéficie, et que le journalier, par les vivres qui lui sont cédés, à prix assez bas, est actuellement dans des conditions extrêmement favorables. Mais ceci est pour ainsi dire accidentel, car en temps normal, le salaire des journaliers agricoles est bien inférieur à celui des travailleurs de l'industrie. Pourquoi cette infériorité de rémunération, qui est une des principales causes de la désertion des campagnes ? C'est parce que le chef d'une exploitation agricole n'a, qu'à un degré bien moins grand, la possibilité qu'a l'industriel de faire produire à l'ouvrier, grâce aux machines, des marchandises dont le prix de revient va en diminuant lorsque la production augmente ; l'agriculteur est limité dans sa production par la durée du cycle végétatif des plantes et par celle de l'engraissement des animaux qui ne peuvent être abaissées que très faiblement ; de plus, la machine agricole qui a été tantôt l'effet, tantôt la cause de la diminution de la main-d'œuvre paysanne, n'a que des possibilités limitées de réduction des coûts de production. Aussi l'écart entre la productivité de l'usine et celle de la terre, ne cesse pas de s'accroître ; il se passe entre l'agriculteur et la production industrielle un phénomène de même ordre qu'entre l'artisanat manuel et l'industrie de plus en plus mécanisée. M. René PUPIN a ajouté que le chef d'industrie paie les salaires coûteux des ouvriers et l'amortissement d'un matériel fort coûteux que n'ont pas à supporter l'agriculteur et l'éleveur : c'est vrai, bien que cependant les capitaux investis comme cheptel vivant, comme cheptel mort et comme fonds de roulement dans une entreprise agricole, soient actuellement de 12.000 à 15.000 francs à l'hectare pour les terres exploitées selon la polyculture traditionnelle. Le fait brutal à retenir, c'est qu'il y a concurrence de main-d'œuvre entre l'industrie et l'agriculture et que la seconde de ces activités nationales se trouve dans une position très nette d'infériorité. Comment atténuer cette disparité qui ne cessera d'augmenter entre le secteur agricole et le secteur industriel ? L'application des découvertes de la science agronomique, la coopération pour l'emploi en commun des machines coûteuses, l'industrialisation de certains travaux tels que la moisson ou la lutte contre les maladies des végétaux et des arbres fruitiers peuvent avoir quelques effets. Mais ce n'est pas suffisant et l'on pourrait peut-être examiner si l'industriel ou l'entreprise de transports, ou encore l'État qui enlèvent des travailleurs à l'agriculture, ne devraient pas être assujettis à une indemnisation permettant d'élever les salaires de la main-d'œuvre qui ne quitte pas la terre, à un niveau voisin des salaires payés à ceux qui sont partis.

Tout procédé de péréquation des salaires entre travailleurs urbains et ruraux paraît donner satisfaction à la remarque tout à fait opportune et judicieuse de M. André VÈNE, qu'à toutes les périodes de notre histoire, les journaliers agricoles ont formé la classe la moins favorisée de la population française. L'amélioration de la situation des ouvriers agricoles n'est pas d'ailleurs incompatible avec la diminution du prix des denrées, car, ainsi que l'a excellemment montré M. André VÈNE, dans la brillante communication qu'il a faite ici en 1942, sur les statistiques et méthodes économiques, l'exemple du règne de Henri IV a prouvé qu'il est possible de transformer une période de baisse prononcée des prix en une sorte d'âge d'or.

M. Paul RAZOUS remercie M. Luc VERBON de son éloquente intervention en vue du rétablissement de ces bordiers et locaturlers qui rendaient de grands services à l'agriculture. Il profite de l'heureuse occasion qui lui est offerte pour souligner les emprunts qu'il a faits dans son exposé, à la communication de M. Luc VERBON, sur l'unité territoriale en statistique, dans laquelle sont mises en évidence les conditions économiques régionales du travail agricole permettant d'asseoir scientifiquement les réformes administratives.

M. RAZOUS répond à M. BOUR que lors de la dernière grande enquête agricole de 1929, la France comptait, en chiffres ronds, 31.700 exploitations agricoles de plus de 100 Ha, sur un nombre total de 3.966.000. Mais, dans ce dernier chiffre, il y a de minuscules biens ruraux dont beaucoup étaient délaissés et qui ont été toutefois regroupés dans le Nord et surtout dans l'Est pour constituer des exploitations d'une vingtaine d'hectares.

Approuvant pleinement les suggestions de M. Ed. MICHEI sur les déclarations de successions qui risquent de ruiner dans cette période troublée et anormale bien des propriétaires, M. Paul RAZOUS adresse à son collègue ses plus vifs remerciements pour les enseignements monographiques et statistiques agricoles sur les terroirs français que celui-ci lui a souvent communiqués.
